

Appel Public à l'Épargne SUKUK ETAT DU SENEGAL 6% 2016-2026

Fonds commun de titrisation de créances (FCTC) agréé par le CREPMF sous le N° FCTC/2016-01



Un placement alternatif, fiable et profitable

Marge de Profit

6%*
l'an sur 10 ans

Souscription : du 20 juin au 19 Juillet 2016

*Exonéré de tout impôt pour les résidents au Sénégal.

Montant total de l'opération :
150 milliards FCFA

Nombre de parts :
15 millions

Valeur nominale unitaire :
10 000 FCFA

Prix d'émission :
10 000 FCFA



NOTE D'INFORMATION



Syndicat de placement

AFRICABOURSE - BIBE FINANCE & SECURITIES - SGI BENIN - CORIS BOURSE - SBIF - AFRIQUE DE BOURSE - ATLANTIQUE FINANCES - BIO BOURSE - BNI FINANCES - BOA CAPITAL SECURITIES - CITICORP SECURITIES WEST AFRICA
EDC INVESTMENT CORPORATION - HUDSON & CIE - NSIA FINANCES - PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT - SOGEBOURSE - SGI MALI - SGI NIGER - CGF BOURSE - EVEREST FINANCE - IMPAKIS SECURITIES - SGI TOGO

Cette opération a été autorisée par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) sous le visa N° FCTC/2016-01/N1-01



NOTE D'IN



FORMATION

Note d'Information

Fonds Commun de Titrisation de Créances

Sukuk État du Sénégal 6,0% 2016-2026 (le « FCTC »)

Garantie de Bonne Fin de l'État du Sénégal

Le fonds est un fonds commun de titrisation de créances, régi par le Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA relatif aux fonds communs de titrisation de créance et aux opérations de titrisation dans l'UEMOA (le « **Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA** ») et par ses différents textes d'application, en particulier, l'Instruction n° 43/2010 relative à l'agrément des fonds communs de titrisation de créances, au visa de leurs notes d'informations ainsi qu'aux modalités de placement de leurs titres sur le marché financier régional de l'UEMOA (« **l'Instruction n° 43/2010** »).

Dénomination	Sukuk État du Sénégal 6,0% 2016-2026 (ci-après désigné le «FCTC»).
Nature des créances	Créances sur l'État du Sénégal telles que visées au paragraphe VIII.3 de la présente Note d'Information.
Débiteur	République du Sénégal
Arrangeur Principal	Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (Membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement) ("SID").
Promoteurs	<ul style="list-style-type: none"> • TAIBA TITRISATION • Banque Islamique du Sénégal
Société de Gestion	TAIBA TITRISATION
Dépositaire	Banque Islamique du Sénégal
Gestionnaire des Créances	Banque Islamique du Sénégal
Commissaire aux Comptes	Mazars Sénégal
Chefs de File	<ul style="list-style-type: none"> • Africaine de Bourse; • Atlantique Finances; • BOA Capital Securities SA; • Coris Bourse; • CGF BOURSE; • EDC Investment Corporation; • EVEREST Finance; et • Impaxis Securities
Syndicat de placement	Toutes les SGI agréées par le CREPMF sont membres du Syndicat de Placement.
Période de souscription	du 20 juin au 19 juillet 2016
Caractéristiques des titres	<p>Le FCTC émet des parts (les « Parts ») représentatives d'un intérêt au prorata des actifs du FCTC.</p> <p>Le FCTC conclura plusieurs contrats avec l'Etat, y compris, inter alia, un contrat de location en vertu duquel le FCTC donnera les Biens Objets de l'Actif Sukuk en location à l'Etat (le « Contrat de Location »), et un contrat d'engagement d'achat de l'Actif Sukuk (le « Contrat d'Engagement d'Achat ») en vertu duquel l'Etat s'engage à racheter l'Actif Sukuk au FCTC à la demande du FCTC dans un Cas de Dissolution. Ces contrats sont détaillés dans la Section V.2- Présentation de l'Opération- Description de l'Opération.</p> <p>Conformément aux dispositions des Documents de Transaction, le FCTC recevra en net, à chaque Date de Distribution Périodique, un Montant de la Distribution Périodique égal à la somme de :</p> <p>a) 1/16ème du Montant Nominal Global majoré des profits générés par la location durant la Période de Grâce; et</p>



	<p>b) Le produit de (A) la Marge, (B) le Montant de base et (C) le Décompte Bail Jour. Les caractéristiques de ces Parts sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">o Montant Nominal Global : 150.000.000.000 CFAo Montant nominal unitaire : 10.000 CFAo Nature : Parts nominatives émises conformément aux principes de la finance islamiqueo Prix d'émission : 10 000 CFAo Montant et Date de Distribution Périodique : <table><tr><th>No</th><th>Date</th><th>Montant (en francs CFA)</th></tr><tr><td>1</td><td>26 janvier 2019</td><td>15 729 037 500</td></tr><tr><td>2</td><td>26 juillet 2019</td><td>15,297 960 938</td></tr><tr><td>3</td><td>26 janvier 2020</td><td>15 052 632 813</td></tr><tr><td>4</td><td>26 juillet 2020</td><td>14 682 888 281</td></tr><tr><td>5</td><td>26 janvier 2021</td><td>14 404 265 625</td></tr><tr><td>6</td><td>26 juillet 2021</td><td>14 022 254 688</td></tr><tr><td>7</td><td>26 janvier 2022</td><td>13 755 898 438</td></tr><tr><td>8</td><td>26 juillet 2022</td><td>13 384 401 563</td></tr><tr><td>9</td><td>26 janvier 2023</td><td>13 107 531 250</td></tr><tr><td>10</td><td>26 juillet 2023</td><td>12 746 548 438</td></tr><tr><td>11</td><td>26 janvier 2024</td><td>12 459 164 063</td></tr><tr><td>12</td><td>26 juillet 2024</td><td>12 117 457 031</td></tr><tr><td>13</td><td>26 janvier 2025</td><td>11 810 796 875</td></tr><tr><td>14</td><td>26 juillet 2025</td><td>11,470 842 188</td></tr><tr><td>15</td><td>26 janvier 2026</td><td>11 162 429 688</td></tr><tr><td>16</td><td>26 juillet 2026</td><td>10 832 989 063</td></tr><tr><td>Total</td><td></td><td>212 037 098 438</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">o Les Parts sont admissibles au guichet de refinancement de la BCEAOo Maturité prévisionnelle: 120 mois à compter de la date d'émissiono Période de Grâce : deux (02) ans a partir de la Date de Jouissanceo Le paiement des Loyers conformément au Contrat de Location bénéficie d'une garantie de bonne fin irrévocable de l'État du Sénégal.	No	Date	Montant (en francs CFA)	1	26 janvier 2019	15 729 037 500	2	26 juillet 2019	15,297 960 938	3	26 janvier 2020	15 052 632 813	4	26 juillet 2020	14 682 888 281	5	26 janvier 2021	14 404 265 625	6	26 juillet 2021	14 022 254 688	7	26 janvier 2022	13 755 898 438	8	26 juillet 2022	13 384 401 563	9	26 janvier 2023	13 107 531 250	10	26 juillet 2023	12 746 548 438	11	26 janvier 2024	12 459 164 063	12	26 juillet 2024	12 117 457 031	13	26 janvier 2025	11 810 796 875	14	26 juillet 2025	11,470 842 188	15	26 janvier 2026	11 162 429 688	16	26 juillet 2026	10 832 989 063	Total		212 037 098 438
No	Date	Montant (en francs CFA)																																																					
1	26 janvier 2019	15 729 037 500																																																					
2	26 juillet 2019	15,297 960 938																																																					
3	26 janvier 2020	15 052 632 813																																																					
4	26 juillet 2020	14 682 888 281																																																					
5	26 janvier 2021	14 404 265 625																																																					
6	26 juillet 2021	14 022 254 688																																																					
7	26 janvier 2022	13 755 898 438																																																					
8	26 juillet 2022	13 384 401 563																																																					
9	26 janvier 2023	13 107 531 250																																																					
10	26 juillet 2023	12 746 548 438																																																					
11	26 janvier 2024	12 459 164 063																																																					
12	26 juillet 2024	12 117 457 031																																																					
13	26 janvier 2025	11 810 796 875																																																					
14	26 juillet 2025	11,470 842 188																																																					
15	26 janvier 2026	11 162 429 688																																																					
16	26 juillet 2026	10 832 989 063																																																					
Total		212 037 098 438																																																					
Restrictions de vente	<p>L'offre des Parts se fait par appel public à l'épargne dans les États membres de l'UEMOA. La souscription aux Parts est ouverte aux personnes physiques et morales des États membres de l'UEMOA ainsi qu'aux investisseurs institutionnels régionaux et internationaux, étant précisé que les Parts ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues dans aucune juridiction (y compris américaine ou européennes) où des formalités d'enregistrement, de visa ou autre autorisation réglementaire seraient requises ni aux ressortissants de telles juridictions sauf conformément aux exigences réglementaires applicables. La présente Note d'information ni les Parts ne feront l'objet d'aucun enregistrement, approbation, revue ou visa d'aucune autre instance réglementaire dans aucune juridiction.</p>																																																						

Visa du Conseil Régional

Par application de l'article 4 alinéa 3 du Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA, le Conseil Régional a apposé sur la Note d'Information, le visa N°FCTC/2016-01/NI-01 en date du 17 juin 2016.

Mention des lieux où ces documents peuvent être obtenus sans frais

La documentation relative à l'émission du FCTC est disponible au siège de l'Arrangeur Principal, de la Société de Gestion, du Dépositaire, des Chefs de File ainsi qu'auprès des membres du Syndicat de Placement visés au paragraphe V.6 de la présente Note d'Information.



I. ABBREVIATIONS ET DEFINITIONS

I.1 Abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BID	: Banque Islamique de Développement
BIS	: Banque Islamique du Sénégal
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CREPMF	: Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers
DC/BR	: Dépositaire Central / Banque de Règlement
CFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
SGI	: Société de Gestion et d'Intermédiation
SID	: Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé
UEMOA	: Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine

I.2 Définitions

« **Actif Sukuk** » a le sens qui lui est donné à l'article VIII.2.

« **Arrangeur Principal** » désigne la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID), membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID).

« **Agent de Services** » désigne la République du Sénégal, en sa qualité d'agent de service en vertu du Contrat d'Agence de Services.

« **Assurance** » désigne toute assurance devant être contractée par l'Agent de Services en rapport avec l'Actif Sukuk en vertu du Contrat d'Agence de Services, auprès d'un assureur takaful, et en l'absence d'un tel assureur takaful, tout autre assureur traditionnel.

« **Autorisation** » désigne une autorisation, un consentement, un décret, une approbation, une résolution, une licence, une exemption, un dépôt, une notariation ou un enregistrement.

« **Avis de Levée** » a, selon le cas, le sens qui lui est donné au Contrat d'Engagement de Vente ou au Contrat d'Engagement d'Achat.

« **Bailleur** » désigne la Société de Gestion agissant pour le compte du FCTC à titre de bailleur aux termes du Contrat de Location.

« **Biens Objets de l'Actif Sukuk** » a le sens qui lui est donné à l'article V.2.

« **Cas de Dissolution** » désigne chaque cas décrit à la Section V.2 – Présentation de l'Opération – Cas de Dissolution.

« **Cas d'Imposition** » a le sens qui lui est donné au Règlement FCTC.

« **CFA** » ou « **franc CFA** » désigne le franc CFA d'Afrique de l'Ouest, qui est la monnaie en vigueur au sein de l'UEMOA à la date de finalisation de cette Note d'Information.

« **Chefs de File** » désigne le consortium : Africaine de Bourse, Atlantique Finances, BOA Capital Securities SA, Coris Bourse, CGF Bourse, EDC Investment Corporation, EVEREST Finance et Impaxis Securities.

« **Code Général des Impôts** » désigne la loi n° 92-40 du 9 juillet 1992 portant le Code Général des Impôts telle que modifiée.

« **Compte d'Approvisionnement** » désigne le compte du Locataire ouvert par le Trésorier Général du Gouvernement du Sénégal pour le compte du FCTC dans les livres de la BCEAO.

« **Compte de Transaction** » désigne le compte CFA ouvert par le Dépositaire au crédit duquel sont inscrits, notamment, tous les paiements effectués au profit du FCTC et intitulé « Compte Courant Sukuk Etat du Sénégal 6,0% 2016-2026 ».

« **Contrat d'Agence de Services** » désigne l'accord d'agence de service conclu à la Date de Jouissance entre le Bailleur et la République du Sénégal en tant qu'Agent de Services.

« **Contrat d'Engagement d'Achat** » désigne le contrat conclu à la Date de Clôture par la République du Sénégal qui s'engage à acheter l'Actif Sukuk auprès de la Société de Gestion agissant à titre de société de gestion pour le FCTC.

« **Contrat d'Engagement de Vente** » désigne le contrat conclu à la Date de Jouissance par la Société de Gestion, agissant à titre de société de gestion pour le FCTC, qui s'engage à vendre l'Actif Sukuk à la République du Sénégal.



« **Contrat de Location** » désigne le contrat de location conclu à la Date de Jouissance entre la Société de Gestion, agissant à titre de société de gestion pour le FCTC, et la République du Sénégal.

« **Créances** » désigne les créances sur l'Etat du Sénégal aux termes des Documents de Transaction.

« **Date de Clôture** » désigne le dernier jour de la Période de Souscription.

« **Date de Distribution Périodique** » signifie chaque date suivante :

- 26 janvier 2019
- 26 juillet 2019
- 26 janvier 2020
- 26 juillet 2020
- 26 janvier 2021
- 26 juillet 2021
- 26 janvier 2022
- 26 juillet 2022
- 26 janvier 2023
- 26 juillet 2023
- 26 janvier 2024
- 26 juillet 2024
- 26 janvier 2025
- 26 juillet 2025
- 26 janvier 2026
- 26 juillet 2026

« **Date de Remboursement Anticipé** » a le sens qui lui est donné au Règlement FCTC.

« **Date de Paiement du Loyer** » désigne la date tombant deux (2) Jours Ouvrables avant la fin de chaque Période de Location.

« **Décompte Bail Jour** » désigne, par rapport à une Période de Location, le nombre de jours (calculés sur la base d'une année de 360 jours comprenant 12 mois de 30 jours chacun et, dans le cas d'un mois incomplet, le nombre effectif de jours écoulés) depuis le premier jour (inclus) de cette période jusqu'au dernier jour (exclu) de cette période, divisé par 360.

« **Dettes** » désigne toute obligation (actuelle ou future) de paiement ou de remboursement de sommes d'argent empruntées ou levées (y compris les fonds recueillis dans le cadre d'une acceptation d'effets de commerce ou d'un crédit-bail).

« **Dettes Extérieures** » signifie toute Dette formulée, libellée ou payable, ou qui au choix du créancier concerné peut être payable, en une monnaie autre que la monnaie légale actuelle de la République du Sénégal.

« **Dettes Extérieures Publiques** » désigne toute Dette (i) libellée ou payable ou qui, selon le choix du créancier concerné, pourrait être payable dans une devise autre que la devise qui a cours légal en République du Sénégal et (ii) qui a la forme ou est représentée par des obligations, billets à ordre, Sukuk ou autres titres de dettes ayant une échéance déclarée de plus d'une année à partir de la date d'émission, qui sont ou peuvent être négociés, cotés ou ordinairement achetés ou vendus sur une bourse, un système de transaction automatisé, sur le marché libre (over the counter) ou sur tout autre marché de titres.

« **Documents de Transaction** » désigne les documents décrits ou désignés comme tels à l'article V.2 – Description de la Transaction.

« **FCTC** » désigne le fonds commun de titrisation de créances «Sukuk État du Sénégal 6,0% 2016-2026»

« **FMI** » désigne le Fonds Monétaire International.

« **Garantie** » désigne toute obligation d'une personne à payer la Dette d'une autre personne, y compris notamment une obligation à payer ou à acheter une telle dette, une obligation à prêter de l'argent ou à acheter ou à souscrire des actions ou autres titres ou à acheter des actifs ou services en vue de fournir des fonds pour le remboursement d'une telle Dette, une indemnité contre les conséquences d'une défaillance dans le paiement de cette dette; ou n'importe quel autre accord prévoyant de supporter une telle Dette de tiers.

« **Impôts et Taxes** » désignent les impôts, taxes, droits de douane, charges, droits, estimations ou autres frais ou retenues de toute nature (y compris tous les frais, pénalités ou montants similaires payables dans le cadre de tout défaut de paiement, ou de retard dans le paiement, d'une de ces sommes).

« **Impôts et Taxes de Propriété** » désigne tous les Impôts et Taxes portant sur l'Actif Sukuk et/ou les Biens Objets de l'Actif Sukuk en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un décret dus par, imposés à, prélevés ou perçus du propriétaire, à l'exclusion de tous les Impôts et Taxes qui, en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un décret, sont dus par, imposés à, prélevés ou perçus du locataire ou preneur à bail. «Jour Ouvrable» désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) au cours duquel les banques commerciales et les marchés des changes procèdent à des paiements et sont ouverts aux affaires générales (y compris les opérations de change et de dépôts en devises) à Dakar.

« **Locataire** » désigne la République du Sénégal aux termes du Contrat de Location.



« **Loi** » désigne le règlement no. 02/2010/CM/UEMOA relatif aux Fonds Communs de Titrisation de Créance et aux Opérations de Titrisation dans l'UEMOA, ainsi que ses divers textes d'application, y compris l'Instruction no 43/2010 relative à l'agrément des fonds communs de titrisation de créances, au visa de leurs notes d'information ainsi qu'aux modalités de placement de leurs titres sur le marché financier régional de l'UEMOA.

« **Loyer** » désigne, pour chaque début de Période de Location, un montant en CFA correspondant à la somme des montants suivants :

- (a) le Loyer Variable; plus
- (b) le Montant des Dépenses de l'Agence de Services lié à cette Période de Location, le cas échéant; plus
- (c) le Loyer Fixé.

« **Loyer Fixé** » désigne un montant en francs CFA égal à 1/16ème du Montant Nominal Global, soit Dix milliards cinq cent quatorze millions soixante-deux mille cinq cent francs CFA (10 514 062 500 francs CFA).

« **Loyer Variable** » désigne, pour chaque Période de Location, un montant en CFA égal au produit de (A) la Marge, (B) le Montant de Base et (C) le Décompte Bail Jour.

« **Maintenance Majeure et Réparation Structurelle** » désigne les réparations structurelles et gros entretiens (y compris la prestation d'actes ou d'opérations et l'adoption de mesures pour s'assurer que les Biens Objets de l'Actif Sukuk ne subissent aucun dommage, perte ou diminution de valeur) que ce soit en totalité ou en partie (à l'exception de la Maintenance et Réparation Ordinaire), sans lesquels les Biens Objets de l'Actif Sukuk pourraient ne pas être raisonnablement et correctement utilisés par le Locataire.

« **Maintenance et Réparation Ordinaire** » désigne les réparations, modifications, remplacements, actes, maintenance et accomplissement des travaux raisonnablement requis pour l'utilisation générale et le fonctionnement des Biens Objets de l'Actif Sukuk ou conserver, réparer, entretenir et préserver les Biens Objets de l'Actif Sukuk en bon ordre, état et condition.

« **Marge** » désigne 6,0% par an.

« **Montant de Base** » désigne, à une date donnée, le montant en francs CFA déterminé conformément au calcul suivant :

A moins B

où:

A désigne le Montant Nominal Global; et

B désigne le montant total des Loyers Fixés déjà payés par le Locataire conformément au Contrat de Location à cette date; dans le cas où aucune somme n'a été payée, ce montant est nul.

« **Montant des Dépenses de l'Agence de Services** » désigne, pour une Période de Location donnée, un montant CFA convenu entre l'Agent de Services et le Bailleur avant le début de cette Période de Location.

« **Montant du Remboursement Anticipé pour Perte Totale** » désigne, pour un Cas de Perte Totale, la valeur nominale totale des Parts alors en circulation, plus le Loyer Variable couru et non payé.

« **Montant du Remboursement Anticipé** » désigne le montant payable à une Date de Remboursement Anticipé consécutive à un Cas de Dissolution ou à un Cas d'Imposition, lequel sera égal à la somme des éléments suivants :

- a) le Montant Nominal Global; plus
- b) le produit de : (A) la Marge, (B) le Montant Nominal Global et (C) le Décompte Bail Jour; plus
- c) le reste du Montant des Dépenses de l'Agence de Services moins le montant total des Loyers payés conformément aux termes du Contrat de Location.

« **Montant du Remboursement Anticipé pour Perte Totale** » désigne, pour un Cas de Perte Totale, la valeur nominale totale des Parts alors en circulation, plus le Loyer Variable couru et non payé.

« **Montant Nominal Global** » a le sens qui lui est donné à l'article 8 du Règlement, soit cent cinquante milliards de francs CFA (150.000.000.000 CFA).

« **Montant de la Distribution Périodique** » désigne chacun des montants suivants à payer aux dates ci-après mentionnées :



No	Date	Montant (en francs CFA)
1	26 janvier 2019	15 729 037 500
2	26 juillet 2019	15,297 960 938
3	26 janvier 2020	15 052 632 813
4	26 juillet 2020	14 682 888 281
5	26 janvier 2021	14 404 265 625
6	26 juillet 2021	14 022 254 688
7	26 janvier 2022	13 755 898 438
8	26 juillet 2022	13 384 401 563
9	26 janvier 2023	13 107 531 250
10	26 juillet 2023	12 746 548 438
11	26 janvier 2024	12 459 164 063
12	26 juillet 2024	12 117 457 031
13	26 janvier 2025	11 810 796 875
14	26 juillet 2025	11,470 842 188
15	26 janvier 2026	11 162 429 688
16	26 juillet 2026	10 832 989 063
Total		212 037 098 438

« **Période de Grâce** » désigne la période durant laquelle le Débiteur n'effectue pas de paiement de loyers. Ces derniers sont cependant capitalisés.

« **Période de Location** » désigne les seize (16) périodes consécutives de bail de 6 mois chacune à compter de la fin de la Période de Grâce.

« **Période de Souscription** » désigne la période du 20 juin au 19 juillet 2016.

« **Période de Service** » désigne la période pendant laquelle le FCTC demeure propriétaire de l'Actif Sukuk et toute somme d'argent ou autre obligation est due à la Société de Gestion pour le compte du FCTC aux termes du Contrat de Location.

« **Personne** » comprend tout individu, entreprise, société, gouvernement, association, organisme non constitué, fiducie, coentreprise ou partenariat ou toute autre entité juridique (ayant ou non une personnalité juridique distincte).

« **Personnes Indemnisées** » désigne le FCTC et ses administrateurs, dirigeants et représentants dûment désignés.

« **Perte Totale** » désigne une perte totale, une destruction totale ou un dommage intégral de l'Actif Sukuk, ou la survenance d'un quelconque événement qui rend l'ensemble de l'Actif Sukuk et/ou des Biens Objets de l'Actif Sukuk inaptes, de manière permanente, à toute utilisation économique, si (malgré la prise en considération de toutes les indemnités d'Assurances reçues par le Bailleur) la réparation en est non-économique.

« **Prix d'Exercice** » désigne,

- suite à la survenance d'un Cas d'Imposition ou d'un Cas de Dissolution, à la Date de Remboursement Anticipé, un montant en CFA égal au Montant du Remboursement Anticipé;
- à condition que tous les Loyers dus et payables en vertu du Contrat de Location aient été payés dans leur intégralité au Compte de Transaction, à la Date de Dissolution Prévue, un montant en CFA égal à CFA 1.000;
- sous réserve que le prix d'achat des Actifs Sukuk restant suite à l'exercice de l'option d'achat par l'Etat à la Date de Paiement du Loyer spécifiée dans l'Avis de Levée applicable ne descende pas en dessous du Montant de Base, un montant en CFA égal à mille francs (1,000).

« **Résolution Extraordinaire** » désigne :

- Une résolution adoptée, lors d'une assemblée générale des porteurs de Parts dûment convoquée et tenue conformément au Règlement FCTC, par une majorité d'au moins deux tiers des personnes votant lors d'un vote à main levée ; ou



- b) Une résolution par écrit signée par ou au nom des porteurs de Parts détenant ensemble au moins 90 pour cent du montant nominal total des Parts en circulation au moment considéré, dans un document unique ou dans plusieurs documents de la même forme signés chacun par ou au nom d'un ou de plusieurs de ces porteurs de Parts.

« **Règlement FCTC** » désigne le règlement du FCTC, qui décrit (i) les caractéristiques du FCTC et celles de ses intervenants et (ii) les procédures applicables au fonctionnement et à la liquidation du FCTC.

« **Services** » désigne les services rendus par l'Agent de Services quant à la Maintenance Majeure et Réparation Structurale, aux Impôts et Taxes et aux Assurances, conformément aux termes du Contrat d'Agence de Services.

« **SID** » désigne la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé.

« **SGI** » désigne une Société de Gestion et d'Intermédiation.

« **Sûreté** » désigne toute sûreté réelle ou personnelle, hypothèque, affectation à titre de garantie, nantissement, affectation à titre de garantie, privilège, droit de rétention, clause de réserve de propriété, acte de fiducie ayant pour effet de créer une sûreté ou toute autre sûreté ou accord ayant un effet de nature similaire.

« **Sûreté Autorisée** » désigne :

- a) toute Sûreté sur un actif visant à garantir la Dette Extérieure Publique de la République du Sénégal , ou (B) toute Garantie par la République du Sénégal de la Dette Extérieure Publique de toute autre personne, dont l'objet dans les deux cas est de financer l'acquisition ou la construction de cet actif, et tout renouvellement ou prolongation d'une telle Sûreté limité(e) à l'actif initial couvert par la Sûreté et qui (dans les deux cas) garantit le renouvellement la prolongation du financement garanti initial;
- b) toute Sûreté garantissant (A) la Dette Extérieure Publique de la République du Sénégal ou (B) toute Garantie par la République du Sénégal de la Dette Extérieure Publique de toute autre personne, dont l'objet dans les deux cas est de financer tout ou partie des coûts de l'acquisition, de la construction ou du développement d'un projet, pourvu que (i) les détenteurs de cette Dette Extérieure Publique ou de cette Garantie acceptent expressément de limiter leur recours aux actifs et revenus de ce projet et aux produits des assurances y afférentes comme unique source des remboursements de cette Dette Extérieure Publique et (ii) les biens sur lesquels la Sûreté accordée est basée consistent uniquement en ces actifs et revenus; et
- c) toute Sûreté garantissant la Dette Extérieure Publique de la République du Sénégal , ou toute Garantie par la République du Sénégal de la Dette Extérieure Publique de toute autre personne qui existait à la Date de Clôture, et tout renouvellement de cette Sûreté ou Garantie se limitant à l'actif initial couvert et garantissant tout renouvellement ou toute prolongation du financement initial, à condition que le montant principal de la Dette Extérieure Publique ainsi garantie ne soit pas augmenté.

« **Syndicat de Placement** » désigne toutes les SGI agréées par le CREPMF, tel que défini dans la section V.6 de la Note d'Information.

« **USD** » ou « **US Dollars** » désigne la monnaie ayant cours légal aux États-Unis d'Amérique.

« **Usufruit** » désigne le droit de jouir des Biens Objets de l'Actif Sukuk pour une durée de 99 ans.



II. SOMMAIRE

I.	ABREVIATIONS ET DEFINITIONS.....	6
I.1	Abréviations.....	6
I.2	Définitions.....	6
II.	SOMMAIRE	11
III.	PREAMBULE	13
IV.	ATTESTATIONS ET COORDONNEES	13
IV.1	TAIBA TITRISATION / BANQUE ISLAMIQUE DU SÉNÉGAL.....	13
IV.2	Commissaires aux Comptes	13
IV.3	Avis juridique	14
V.	PRESENTATION DE L'OPÉRATION	15
V.1	Contexte de l'Opération.....	15
V.2	Description de la Transaction	15
V.3	Durée.....	22
V.4	Liquidité	22
V.5	Recours	22
V.6	Syndicat de placement	22
V.7	Modalités de souscription ou d'acquisition des Parts	23
VI.	PRINCIPES GENERAUX DE LA TITRISATION DE CREANCES	26
VII.	INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION.....	27
VII.1	L'arrangeur Principal	27
VII.2	La Société de Gestion	27
VII.3	Le Dépositaire de l'Actif du FCTC	28
VII.4	Le Gestionnaire des Créances du FCTC	28
VII.5	Le Commissaire aux Comptes	29
VII.6	Les Conseillers juridiques	29
VIII.	ACTIFS DU FONDS	30
VIII.1	Composition des actifs du FCTC.....	30
VIII.2	Information sur l'Actif Sukuk.....	30
VIII.3	Informations sur les Créances.....	30
VIII.4	Informations sur l'obligé: État du Sénégal	31
IX.	LES PARTS	32
IX.1	Caractéristiques des parts.....	32
IX.2	Tableau Descriptif des Caractéristiques des Parts.....	32
IX.3	Assemblée Générale des porteurs de Parts, Modification, Renonciation	34



X.	FONCTIONNEMENT DU FCTC	35
X.1	Principes de rémunération et d'amortissement des Parts	35
X.2	Les principes du rechargement, de la réémission et du recours à l'emprunt	35
X.3	Règles de calcul et d'allocation des flux	35
XI.	TRESORERIE DU FONDS	36
XI.1	Compte d'approvisionnement du FCTC	36
XI.2	Compte de Transaction	36
XI.3	Règles d'investissement de la trésorerie	36
XII.	FACTEURS DE RISQUES	37
XII.1	Risque de dissolution anticipée	37
XII.2	Risque de crédit	37
XII.3	Risque de taux	37
XII.4	Risque de liquidité	37
XII.5	Absence de marché secondaire	37
XII.6	Pertinence de l'investissement	37
XII.7	30.7 Marché émergent	37
XII.8	Changement du cadre juridique	38
XII.9	Risque de faillite ou d'insolvabilité du FCTC	38
XIII.	FISCALITE APPLICABLE AUX PORTEURS DES PARTS	38
XIII.1	Exonération	38
XIII.2	Majoration	38
XIV.	FRAIS, COMMISSIONS ET TAXES	38
XV.	CONDITIONS DE DISSOLUTION du FCTC	38
XV.1	Règles générales	38
XV.2	Dissolution anticipée	38
XVI.	TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE LITIGE	39
ANNEXES	41	
1	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS SOUS JACENTS DU FCTC	42
2	ENGAGEMENT DE BONNE FIN DE L'OPERATION EMISE PAR LE DEBITEUR	51
3	CERTIFICAT DE CONFORMITE SHARIA	53
4	ARRETE MINISTERIEL AUTORISANT L'OPERATION	59
5	CERTIFICAT DE CONFORMITE JURIDIQUE	63



III. PREAMBULE

La présente note d'information (la «Note d'Information») relative à cette opération (l'«Opération») a été établie par la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) en sa qualité d'Arrangeur Principal, en coopération avec TAIBA TITRISATION et le Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan de la République du Sénégal.

En application de l'article 4 du Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA, la présente Note d'Information décrit l'Opération et est destinée à l'information préalable des souscripteurs des Parts qui seront émises par le FCTC.

En application de l'article 6 de l'Instruction n° 43/2010, les souscripteurs peuvent obtenir, sans frais, copie de la présente Note d'Information, auprès de l'Arrangeur Principal, du Dépositaire, de la Société de Gestion, des Chefs de File ainsi qu'auprès des membres du Syndicat de Placement.

IV. ATTESTATIONS ET COORDONNEES

IV.1 TAIBA TITRISATION / BANQUE ISLAMIQUE DU SÉNÉGAL

« Nous attestons qu'à notre connaissance, les données de la présente Note d'Information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur les règles régissant le FCTC, sa situation financière ainsi que les conditions financières de l'opération et les droits attachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Zakiyoulahi Sow
Directeur Général
Société de Gestion
TAIBA TITRISATION

Fait à Dakar, le 10 juin 2016



Omar Mbodji
Directeur Général
Dépositaire
Banque Islamique du Sénégal

Fait à Dakar, le 10 juin 2016



IV.2 Commissaires aux Comptes

« Conformément aux procédures contractuelles qui nous ont été confiées dans le cadre de l'opération de titrisation, telle que décrite dans la présente Note d'Information, nous avons procédé à la vérification des caractéristiques principales des Créances, et des immobilisations objet de l'Usufruit, à acquérir par le FCTC. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas identifié d'anomalie significative de nature à remettre en cause la description des caractéristiques des Créances et immobilisations objet de l'Usufruit.

Nous avons également procédé à la vérification des échéanciers d'amortissement des Parts tels qu'ils figurent dans la présente Note d'Information. Sur la base des informations relatives à l'actif du FCTC à titriser telles qu'elles nous ont été fournies et que nous avons validées, nos travaux n'ont pas mis en évidence d'anomalie dans le calcul de ces échéanciers.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations quantitatives et qualitatives présentées dans la présente Note d'Information et relatives à l'opération de titrisation. »

Commissaire aux Comptes
MAZARS SÉNÉGAL

Fait le 10 juin 2016
Par Tahibou MBAYE

IV.3 Avis juridique

« L'opération de titrisation de l'actif du FCTC, objet de la présente Note d'Information, est conforme à la réglementation des marchés financiers applicables dans l'UEMOA, et plus particulièrement aux dispositions du Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA relatif aux fonds communs de titrisation de créance et aux opérations de titrisation dans l'UEMOA et à ses différents textes d'application, notamment l'Instruction n° 43/2010 relative à l'agrément des fonds communs de titrisation de créances, au visa de leurs notes d'informations ainsi qu'aux modalités de placement de leurs titres sur le marché financier régional de l'UEMOA.

La présente Note d'Information et le Règlement FCTC qui constituent des documents nécessaires à la mise en place de l'opération de titrisation de l'actif du FCTC susvisée sont réguliers dans leur forme au regard de la réglementation des marchés financiers applicables dans l'UEMOA qui les régit. Les stipulations et obligations qui y sont contenues sont valables et exécutoires au regard de cette réglementation.

L'opération de titrisation de l'actif du FCTC, objet de la présente Note d'Information, est conforme au droit sénégalais.

Les différents contrats à conclure avec l'État et qui constituent les documents nécessaires à la mise en place de l'opération de titrisation des Créances susvisée sont réguliers dans leur forme au regard du droit sénégalais qui les régit.

Les stipulations et obligations qui y sont contenues sont valables et exécutoires au regard du droit sénégalais qui les régit.

Cette attestation est délivrée pour servir et faire valoir ce que de droit. »

Conseil juridique

Maître Cheikh Fall
Avocat à la Cour, Dakar

Fait à Dakar, le 10 juin 2016



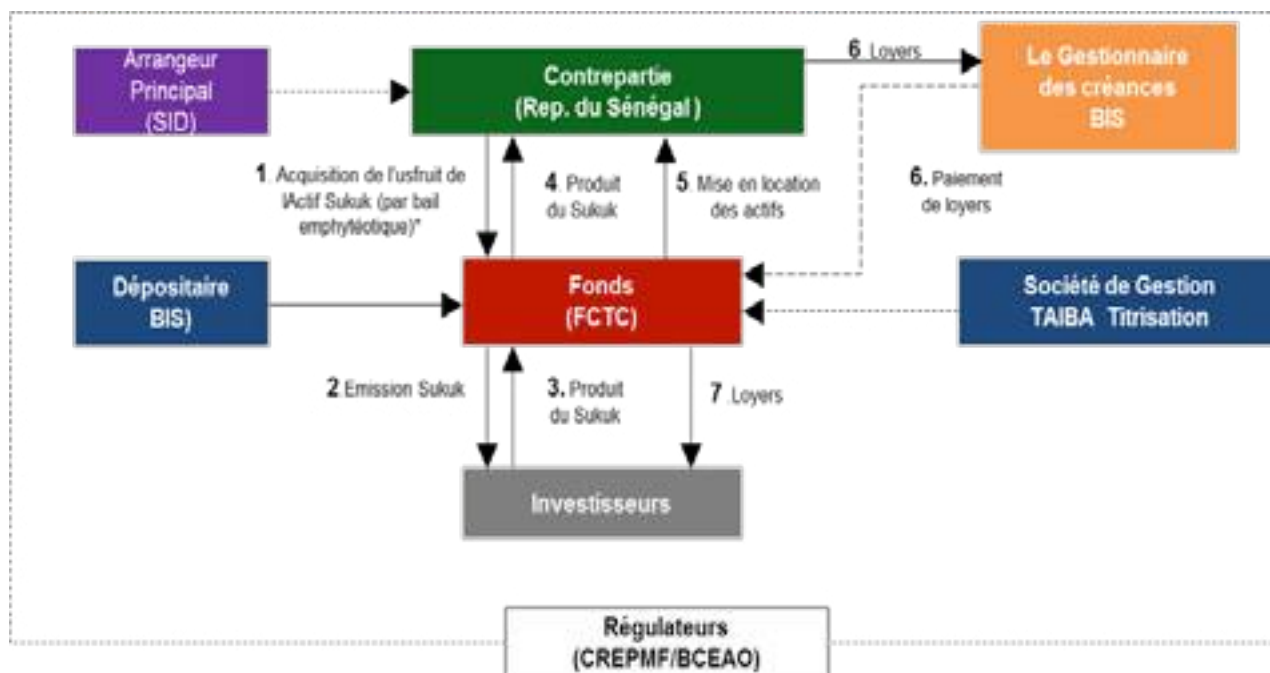
V. PRESENTATION DE L'OPÉRATION

V.1 Contexte de l'Opération

L'État du Sénégal souhaite mobiliser un financement d'un montant de cent cinquante milliards de francs CFA (150.000.000.000 Francs CFA) sur le marché financier de l'UEMOA et qui soit compatible avec les principes de la finance islamique afin de permettre également à des investisseurs potentiels qui sont soumis à ces principes de pouvoir participer à l'Opération.

En l'absence d'une réglementation spécifique applicable à la finance islamique, le Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA et ses différents textes d'application, en particulier l'Instruction n° 43/2010, constituent le cadre réglementaire de référence pour l'Opération.

V.2 Description de la Transaction



Parts	10.000 CFA valeur nominale/ [15] millions de parts (les « Parts »)
Montant Nominal Global	Un total de 150 milliards CFA.
FCTC / Émetteur	Un Fonds Commun de Titrisation de Créances sous le nom de « FCTC Sukuk État du Sénégal 6,0% 2016-2026 » (le « FCTC ») établi conjointement par la Société de Gestion et le Dépositaire.
Vendeur	L'État du Sénégal (« L'État »), agissant par l'intermédiaire du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (à ce titre, le « Vendeur ») vendra au FCTC l'usufruit (l'Actif Sukuk) pour une durée de 99 ans sur certains actifs décrits ci-dessous (les Biens Objets de l'Actif Sukuk) en vertu du Contrat de Cession et d'Acquisition.
Locataire / Débiteur	L'État, agissant par l'intermédiaire du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (à ce titre, le « Locataire » des Biens Objets de l'Actif Sukuk).
Actif du FCTC	L'« Actif du FCTC » est constitué par l'Actif Sukuk et les Créances découlant des Documents de Transaction. Aucun actif autre que ceux mentionnés ci-dessus ne sera admissible pour le FCTC. Le FCTC ne sera pas autorisé à acquérir des actifs supplémentaires ni à procéder à de nouvelles émissions.
Débiteur	République du Sénégal
Arrangeur Principal	Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (« SID »), membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (« BID »)

Société de Gestion	TAIBA TITRISATION
Promoteurs	<ul style="list-style-type: none"> • TAIBA TITRISATION • Banque Islamique du Sénégal
Dépositaire	Banque Islamique du Sénégal
Gestionnaire des Créances	Banque Islamique du Sénégal
Commissaire aux Comptes	Mazars Sénégal
Chefs de File	<ul style="list-style-type: none"> • Africaine de Bourse; • Atlantique Finances; • BOA Capital Securities SA; • Coris Bourse; • CGF BOURSE • EDC Investment Corporation; • EVEREST Finance; et • Impaxis Securities
Les membres du Syndicat de Placement	Toutes les SGI agréées par le CREPMF sont membres du Syndicat de Placement
Date de Clôture	Le dernier jour de la Période de Souscription
Valeur nominale indiquée	Les Parts seront émises avec une valeur nominale de [10.000] CFA et des multiples intégraux de [10.000] CFA en sus de ce montant.
Prix d'émission	100 pour cent. de la valeur nominale globale des Parts
Utilisation du Produit de l'Émission	<p>Financement de projets de développement économique et social de l'État incluant notamment pour le pôle urbain de Diamniadio :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un programme d'adduction d'eau potable; et • Un programme de réalisation du réseau de voirie et d'éclairage public.
Cotation à la BRVM	En accord avec l'État du Sénégal, l'Arrangeur Principal pourrait envisager dans un délai raisonnable après la clôture de la Période de Souscription, que les Parts soient admises à la cote de la BRVM. Le cas échéant, cette admission permettra d'organiser de manière efficace le marché secondaire pour l'échange des Parts.
Dates de Distribution périodique	<ul style="list-style-type: none"> • 26 janvier 2019 • 26 juillet 2019 • 26 janvier 2020 • 26 juillet 2020 • 26 janvier 2021 • 26 juillet 2021 • 26 janvier 2022 • 26 juillet 2022 • 26 janvier 2023 • 26 juillet 2023 • 26 janvier 2024 • 26 juillet 2024 • 26 janvier 2025 • 26 juillet 2025 • 26 janvier 2026 • 26 juillet 2026
Date de Dissolution Prévue	29 juillet 2026



Distributions Périodiques	<table><tr><th>No</th><th>Date</th><th>Montant (en francs CFA)</th></tr><tr><td>1</td><td>26 janvier 2019</td><td>15 729 037 500</td></tr><tr><td>2</td><td>26 juillet 2019</td><td>15,297 960 938</td></tr><tr><td>3</td><td>26 janvier 2020</td><td>15 052 632 813</td></tr><tr><td>4</td><td>26 juillet 2020</td><td>14 682 888 281</td></tr><tr><td>5</td><td>26 janvier 2021</td><td>14 404 265 625</td></tr><tr><td>6</td><td>26 juillet 2021</td><td>14 022 254 688</td></tr><tr><td>7</td><td>26 janvier 2022</td><td>13 755 898 438</td></tr><tr><td>8</td><td>26 juillet 2022</td><td>13 384 401 563</td></tr><tr><td>9</td><td>26 janvier 2023</td><td>13 107 531 250</td></tr><tr><td>10</td><td>26 juillet 2023</td><td>12 746 548 438</td></tr><tr><td>11</td><td>26 janvier 2024</td><td>12 459 164 063</td></tr><tr><td>12</td><td>26 juillet 2024</td><td>12 117 457 031</td></tr><tr><td>13</td><td>26 janvier 2025</td><td>11 810 796 875</td></tr><tr><td>14</td><td>26 juillet 2025</td><td>11,470 842 188</td></tr><tr><td>15</td><td>26 janvier 2026</td><td>11 162 429 688</td></tr><tr><td>16</td><td>26 juillet 2026</td><td>10 832 989 063</td></tr><tr><td>Total</td><td></td><td>212 037 098 438</td></tr></table>	No	Date	Montant (en francs CFA)	1	26 janvier 2019	15 729 037 500	2	26 juillet 2019	15,297 960 938	3	26 janvier 2020	15 052 632 813	4	26 juillet 2020	14 682 888 281	5	26 janvier 2021	14 404 265 625	6	26 juillet 2021	14 022 254 688	7	26 janvier 2022	13 755 898 438	8	26 juillet 2022	13 384 401 563	9	26 janvier 2023	13 107 531 250	10	26 juillet 2023	12 746 548 438	11	26 janvier 2024	12 459 164 063	12	26 juillet 2024	12 117 457 031	13	26 janvier 2025	11 810 796 875	14	26 juillet 2025	11,470 842 188	15	26 janvier 2026	11 162 429 688	16	26 juillet 2026	10 832 989 063	Total		212 037 098 438
No	Date	Montant (en francs CFA)																																																					
1	26 janvier 2019	15 729 037 500																																																					
2	26 juillet 2019	15,297 960 938																																																					
3	26 janvier 2020	15 052 632 813																																																					
4	26 juillet 2020	14 682 888 281																																																					
5	26 janvier 2021	14 404 265 625																																																					
6	26 juillet 2021	14 022 254 688																																																					
7	26 janvier 2022	13 755 898 438																																																					
8	26 juillet 2022	13 384 401 563																																																					
9	26 janvier 2023	13 107 531 250																																																					
10	26 juillet 2023	12 746 548 438																																																					
11	26 janvier 2024	12 459 164 063																																																					
12	26 juillet 2024	12 117 457 031																																																					
13	26 janvier 2025	11 810 796 875																																																					
14	26 juillet 2025	11,470 842 188																																																					
15	26 janvier 2026	11 162 429 688																																																					
16	26 juillet 2026	10 832 989 063																																																					
Total		212 037 098 438																																																					
Dissolution Anticipée	<p>Le FCTC ne sera pas dissout, et les Parts ne peuvent pas être rachetées, avant la Date de Dissolution Prévue sauf s'il survient :</p> <p>(A) un Cas de Dissolution survient et se poursuit et qu'une résolution par écrit est signée par ou au nom des porteurs de Parts détenant ensemble au moins 25 pour cent. du montant nominal des Parts en circulation au moment considéré,</p> <p>(B) une Perte Totale, ou</p> <p>(C) un Cas d'Imposition.</p>																																																						
Cas de Dissolution	<p>La survenance de l'un des événements suivants constituera un Cas de Dissolution :</p> <p>1.1 Non-paiement : l'État ne paie pas un montant (y compris les Loyers) payable en vertu de tout Document de Transaction auquel il est partie à la date d'échéance de celui-ci, et un tel défaut de paiement se poursuit sans qu'il y soit remédié pendant une période de 30 Jours Ouvrables;</p> <p>1.2 Violation d'autres obligations : l'État commet un défaut dans le respect de l'une quelconque de ses autres obligations au titre de tout Document de Transaction auquel il est partie et (sauf dans les cas où il ne peut être remédié à ce défaut et aucune des exigences de poursuite ou de notification mentionnées ci-après n'est requise) un tel défaut se poursuit sans qu'il y soit remédié pendant 45 Jours Ouvrables après envoi d'une notification écrite à ce sujet adressée par la Société de Gestion à l'État exigeant d'y remédier;</p> <p>1.3 Défaut croisé :</p> <p>a) toute Dette Extérieure de l'État devient exigible et payable avant sa date d'échéance normale pour cause de défaut de l'Etat, ou</p> <p>b) toute Dette Extérieure de l'Etat n'est pas payée à sa date d'échéance, et ce défaut se poursuit au-delà de tout délai de grâce applicable; ou</p> <p>c) toute Garantie d'une Dette Extérieure de l'Etat est appelée conformément à ses termes et n'est pas honorée et ce défaut se poursuit au-delà de tout délai de grâce applicable,</p> <p>à condition, dans chacun des cas visés ci-dessus, que le montant de la Dette Extérieure concernée soit supérieur à vingt-cinq millions de US Dollars (USD 25.000.000) (ou son équivalent en toute autre monnaie);</p>																																																						



	<p>1.4 Adhésion au FMI : l'État cesse d'être un membre du FMI (ou de toute organisation qui le remplacerait) ou devient inéligible à utiliser les ressources générales du FMI;</p> <p>1.5 Moratoire sur la dette : l'État annonce un moratoire général sur le paiement du principal ou des intérêts ou autres profits, primes ou montants supplémentaires payés à cet égard sur l'ensemble de sa dette;</p> <p>1.6 Validité : pour une raison quelconque, y compris en raison de tout changement dans la législation ou la réglementation de la République du Sénégal ou toute décision d'un tribunal de la République du Sénégal dont la décision est définitive et sans recours : la validité des Documents de Transaction est contestée par l'Etat; ou</p> <p>(i) l'Etat récusé l'une quelconque de ses obligations découlant d'un des Documents de Transaction auquel il est partie (soit par une suspension générale des paiements ou un moratoire sur le paiement de sa Dette ou autre); ou</p> <p>(ii) il est devenu, ou il deviendra, illégal pour l'Etat d'exécuter ou de respecter tout ou partie de ses obligations énoncées dans l'un des Documents de Transaction auxquels il est partie, y compris le paiement des Loyers; ou ces obligations cessent d'être en vigueur et de plein effet pour une raison quelconque;</p> <p>1.7 Consentements : toute Autorisation d'une autorité gouvernementale de l'État nécessaire à l'exécution de toute obligation de paiement de l'État en vertu de l'un des Documents de Transaction auxquels il est partie cesse d'être en vigueur et effective, et un tel défaut se poursuit sans qu'il y soit remédié pendant 30 Jours Ouvrables après envoi d'une notification écrite à ce sujet adressée par la Société de Gestion à l'État exigeant d'y remédier.</p>
Engagements	<p>L'État s'est engagé irrévocablement en vertu du Contrat de Location à ce que, tant qu'une Part quelconque n'a pas été réglée, il veillera, entre autres choses, à ce qui suit :</p> <p>a) Biens Objets de l'Actif Sukuk</p> <p>i) Permettre à la Société de Gestion et toute personne autorisée par la Société de Gestion à tout moment raisonnable, sous réserve que la Société de Gestion ait donné un préavis raisonnable par écrit, d'inspecter et d'examiner l'état des Biens Objets de l'Actif Sukuk;</p> <p>ii) Garder et maintenir les Biens Objets de l'Actif Sukuk en conformité avec les dispositions du Contrat de Location;</p> <p>iii) S'assurer que les Biens Objets de l'Actif Sukuk sont adaptés aux fins auxquelles ils sont employés ou destinés et se conformer à toutes les lois et règlements applicables afin que lesdits biens soient utilisés aux fins pour lesquels ils sont destinés; et</p> <p>iv) S'abstenir de vendre, céder, créer une quelconque Sûreté sur tout ou partie des Biens Objets de l'Actif Sukuk autre qu'une Sûreté légale ou autrement permise par les termes des Documents de Transaction.</p> <p>b) Traitement pari passu</p> <p>Toutes les obligations de paiements de l'Etat envers les porteurs de Parts en vertu de tout Document de Transaction auront un rang au moins égal à celui de toute autre Dette chirographaire et non subordonnée de l'État, actuel ou futur, à l'exception des créanciers dont les créances jouissent d'une préférence en vertu de la loi applicable.</p> <p>c) Clause de non-préférence (negative pledge)</p> <p>Tant que des montants resteront dus par l'État au titre des Documents de Transaction, l'État ne créera ni ne permettra le maintien d'aucune Sûreté (autre qu'une Sûreté Autorisée) sur tout ou partie de ses actifs, projets ou revenus actuels ou futurs pour garantir (i) une Dette Publique Extérieure, (ii) une Garantie relative à une Dette Extérieure Publique, ou (iii) la Dette Extérieure Publique d'une quelconque autre personne, sans qu'en même temps ou auparavant les obligations de l'État en vertu des Documents de Transaction auxquels il est partie soient garanties de façon égale et proportionnelle ou bénéficient d'autres arrangements qui soient approuvés par les porteurs de Parts.</p> <p>d) Utilisation du produit de l'émission</p> <p>L'État s'abstiendra d'utiliser le produit de l'émission des Parts pour toute fin autre que celle prévue par les Documents de Transaction.</p>



Déclarations et garanties de l'État du Sénégal en tant que Locataire	<p>b) Pouvoir et autorité L'État a le pouvoir de conclure, d'exécuter et de délivrer, et a pris toutes les mesures nécessaires pour autoriser la mise en vigueur, la prestation et la délivrance de tous les Documents de Transaction auxquels il est partie et les opérations envisagées par ces Documents de Transaction.</p> <p>b) Force obligatoire Les opérations envisagées par, et toutes les obligations assumées par l'Etat dans chaque Document de Transaction auquel il est partie constituent ses obligations légales, valables et exécutoires.</p> <p>c) Non-violation d'autres obligations L'entrée en vigueur et l'exécution des opérations prévues par les Documents de Transaction auxquels il est partie ne violeront pas : (i) une loi ou réglementation qui s'applique à l'Etat ou à l'Actif Sukuk; ou (ii) un accord, instrument, ordonnance, jugement, sentence arbitrale ou injonction liant l'Etat ou affectant l'un de ses actifs.</p> <p>d) Validité et admissibilité à titre de preuve Toutes les autorisations requises : (i) pour la signature ou l'exécution des Documents de Transaction auxquels l'Etat est partie et les opérations envisagées par ceux-ci; et (ii) pour que chacun des Documents de Transaction soit admissible comme preuve en République du Sénégal, ont été obtenues, et sont en vigueur et produisent pleinement leurs effets.</p> <p>e) Retenue à la source L'Etat n'est pas tenu de procéder à une retenue à la source ou déduction quelconque au titre d'Impôts et Taxes par rapport aux paiements dus par lui en vertu des Documents de Transaction auxquels il est partie.</p> <p>f) Absence de droits d'enregistrement et de droits de timbre En droit sénégalais, les Documents de Transaction auxquels l'Etat est partie sont soumis à enregistrement auprès de l'autorité compétente. Toutefois, aucun droit d'enregistrement, droit de timbre ou taxe similaire n'est dû.</p> <p>g) Traitement pari passu Ses obligations de paiement en vertu des Documents de Transaction auxquels il est partie constituent ses obligations directes, inconditionnelles et non subordonnées et ont un rang au moins égal à celui de toute autre Dette actuelle de l'État non garantie et non subordonnée, à l'exception de ses obligations jouissant d'une préférence en vertu de la loi applicable.</p> <p>h) Absence de Cas de Dissolution Aucun Cas de Dissolution ne s'est produit et ne se poursuit.</p>
Forme et livraison des Parts	Les Parts sont toutes sous forme de titres dématérialisés inscrits en compte dans les livres du DC/BR.
Compensation et règlement	Les Parts seront livrées et réglées via le DC/BR.
Rang	Sous réserve des dispositions relatives au recours limité ci-dessous, chaque Part représente un intérêt de propriété au prorata des Actifs du FCTC, notamment de l'Actif Sukuk, et jouira d'un rang égal, sans aucune préférence ou priorité, par rapport aux autres Parts. Les Parts constitueront des obligations à recours limité de l'État.
Actif Sukuk Biens Objets de l'Actif Sukuk	<p>L'Actif Sukuk consiste en l'usufruit d'une partie de l'aérogare de l'aéroport international Léopold Sedar Senghor du Sénégal qui est constituée d'une assiette foncière de 115 hectares, objet du titre foncier N° 17.621/NGA. L'Actif Sukuk contient les halls de départ et d'arrivée, les bâtiments de la direction générale, les parkings, les hangars et les bâtiments annexes.</p> <p>et, en cas de vente d'un de ces actifs conformément aux termes du Contrat d'Engagement de Vente, les actifs résiduels, pour un terme de 99 ans à compter de la date des Documents de Transaction (les bâtiments mentionnés ci-dessus sont ci-après dénommés les « Biens Objets de l'Actif Sukuk »).</p>

Recours Limité	<p>Aucun paiement d'une somme quelle qu'elle soit ne sera effectué en ce qui concerne les Parts par la Société de Gestion, le Dépositaire ou l'un quelconque de ses agents, sauf dans la mesure où des fonds sont disponibles en vertu des Documents de Transaction.</p> <p>Les recettes nettes de la réalisation de, ou de la mise en œuvre relative à, l'Actif Sukuk peuvent ne pas être suffisantes pour effectuer tous les paiements dus au titre des Parts. Si, après la distribution de ces recettes, il apparaissait une insuffisance dans les paiements dus au titre des Parts, aucun porteur de Parts ne serait en droit de présenter une réclamation contre l'Actif Sukuk ou contre la Société de Gestion, le Dépositaire ou l'un quelconque de leurs affiliés ou de recourir à l'un quelconque de leurs actifs en raison d'une telle insuffisance.</p> <p>Les Parts ne représentent aucun intérêt dans la Société de Gestion, le Dépositaire ou l'une quelconque de leurs sociétés affiliées respectives. Les investisseurs, en souscrivant ou acquérant des Parts, reconnaissent que si l'Actif du FCTC est épuisé, toutes les obligations de la Société de Gestion et du Dépositaire seront éteintes et que, dès lors, aucun recours ne saurait être fait, pour le paiement de toute somme due au titre des Parts, à l'encontre de la Société de Gestion ou du Dépositaire (dans leurs qualités respectives en vertu des Documents de Transaction, dans la mesure où ils remplissent chacun toutes leurs obligations en vertu des Documents de Transaction auxquels ils sont parties) ou une de leurs sociétés affiliées.</p> <p>Nul recours en vertu d'une obligation, engagement ou accord contenus dans les Documents de Transaction ne sera exercé contre un actionnaire, membre, dirigeant, agent ou administrateur de la Société de Gestion ou du Dépositaire, de quelque manière que ce soit, sauf en cas violation intentionnelle (dol) ou de fraude.</p>
Perte Totale	<p>A la survenance d'un cas de Perte Totale, la Société de Gestion aura recours (i) aux produits d'assurance qui seront payés en CFA directement au Compte de Transaction dans les trente (30) jours à compter de la date de survenance du cas de Perte Totale; ou (ii) au cas où les produits d'assurance sont moindres que le Montant Nominal Global (moins le Loyer Fixé aux termes du Contrat de Location) et sous réserve des termes du Contrat d'Agence de Services, à l'État. Dès réception de ce montant, la Société de Gestion rachètera les Parts au Montant du Remboursement Anticipé pour Perte Totale et le FCTC sera dissout et liquidé.</p>
Considérations fiscales	<p>Tous les paiements effectués par l'État en vertu des Documents de Transaction doivent être effectués sans aucune retenue à la source ni déduction à raison d'Impôts ou Taxes prélevés ou perçus par l'État (ou toute subdivision politique ou autorité afférente ou affiliée ayant le pouvoir de percevoir l'impôt). Au cas où une telle retenue à la source ou déduction serait effectuée, l'État sera tenu, conformément aux Documents de Transaction, de verser au crédit du Compte de Transaction des montants supplémentaires de sorte que la Société de Gestion reçoive le montant total qui, autrement, aurait été exigible en vertu des Documents de Transaction concernés.</p> <p>Tous les bénéfices, recettes ou autres distributions faites aux porteurs de Parts en ce qui les concerne seront exemptés d'Impôts et Taxes prélevés ou imposés par l'État ou toute instance politique ou autre autorité affiliée ou dépendante ayant le pouvoir de percevoir l'impôt.</p> <p>Nonobstant ce qui précède, les porteurs des Parts résidents ou domiciliés en dehors de l'État du Sénégal seront soumis à la législation fiscale sur les revenus de valeurs mobilières en vigueur dans leurs pays de résidence au moment du paiement des profits et du remboursement du principal.</p>
Renonciation à l'immunité souveraine	<p>L'État reconnaît que les transactions envisagées par les Documents de Transaction sont des transactions commerciales. Dans la mesure où l'État pourrait revendiquer, pour son propre compte ou en relation avec ses actifs, une immunité de juridiction, d'exécution ou de saisie (que ce soit à l'appui d'une exécution, avant un jugement ou autre), l'État renonce irrévocablement et inconditionnellement, et s'engage à ne faire usage en ce qui concerne les Documents de Transaction auxquels il est partie d'aucun droit de revendiquer sa souveraineté ou une immunité de juridiction ou d'exécution ou tout autre moyen de défense similaire, et consent irrévocablement et inconditionnellement à l'application ou l'exécution contre ses biens de toute ordonnance ou jugement rendu dans tout procès, action en justice ou procédure liée à l'exécution des Documents de Transaction. Toutefois, l'État ne renonce pas à son immunité d'exécution ou de saisie par rapport (a) aux biens, en ce compris tout compte bancaire, utilisé par une mission diplomatique ou consulaire de l'État ou ses missions ou délégations spéciales auprès d'organisations internationales, (b) aux biens de nature militaire et placés sous le contrôle d'une autorité militaire ou de défense de l'État ou (c) aux biens situés en République du Sénégal et destinés à une utilisation publique ou étatique par l'État (par opposition aux biens qui sont à l'heure actuelle utilisés pour un usage commercial).</p>



Restrictions de vente	<p>L'offre des Parts se fait directement par l'Arrangeur Principal, les Chefs de file ou à travers le Syndicat de Placement par appel public à l'épargne dans les États membres de l'UEMOA. La souscription aux Parts est ouverte aux personnes physiques et morales des États membres de l'UEMOA ainsi qu'aux investisseurs institutionnels régionaux et internationaux, étant précisé que les Parts ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues dans aucune juridiction (y compris américaine ou européennes) où des formalités d'enregistrement, de visa ou autre autorisation réglementaire seraient requises ni aux ressortissants de telles juridictions sauf conformément aux exigences réglementaires applicables.</p> <p>La présente Note d'Information est visée par le CREPMF sous le numéro FCTC/2016-01/NI-01 mais ni cette Note d'information ni les Parts ne feront l'objet d'aucun enregistrement, approbation, revue ou visa d'aucune autre instance réglementaire dans aucune juridiction.</p>
Sommaire des Documents de Transaction	
Contrat de Cession et d'Acquisition	Sous réserve des termes et conditions du Contrat de Cession et d'Acquisition, l'État vend au FCTC, qui accepte d'acquérir auprès de l'État, un usufruit de 99 ans sur les Biens Objets de l'Actif Sukuk, libres de toute Sûreté ou tout autre droit de tiers.
Contrat de Location	<p>Un contrat de location sera conclu entre le FCTC, représenté par la Société de Gestion (en qualité de Bailleur) et l'État (en qualité de Locataire).</p> <p>Dans le cadre du Contrat de Location, le FCTC, représenté par la Société de Gestion, louera les Biens Objets de l'Actif Sukuk à l'État. Le Locataire paiera un loyer périodique égal au Montant de la Distribution Périodique dans le cadre du Sukuk.</p> <p>Les Loyers devront être payés sans besoin d'aucun préavis ou réclamation, via un virement bancaire en CFA en fonds librement transférables, au Compte de Transaction, au plus tard à quinze (15) heures le deuxième Jour Ouvrable précédant chaque Date de Distribution Périodique. Le Locataire s'assurera, cinq (5) Jours Ouvrables avant chaque Date de Distribution Périodique, que le montant du Montant de la Distribution Périodique concerné est versé sur le Compte d'Approvisionnement.</p> <p>Tous les Loyers seront versés directement par le Locataire, par débit du Compte d'Approvisionnement, sur le Compte de Transaction.</p> <p>Les porteurs des Parts ne recevront pas de rendement sur les Sukuk à moins que l'État n'ait payé les Loyers comme indiqué ci-dessus.</p>
Contrat d'Agence de Services	En vertu du Contrat d'Agence de Services, l'État est nommé Agent de Services, afin de fournir lesdits services pendant la Période de Services.
Contrat d'Engagement d'Achat	Aux termes du Contrat d'Engagement d'Achat, si un Cas de Dissolution survient et se poursuit, l'Etat s'engage irrévocablement, à tout moment après la Date de Dissolution Prévue, à racheter au Prix d'Exercice applicable tous les droits, titres et intérêts dans l'Actif Sukuk «en l'état» (sans aucune garantie expresse ou tacite quant à la condition, l'adéquation aux fins recherchées ou l'aptitude à l'emploi et en excluant, dans toute la mesure permise par la loi, toute garantie légale implicite), mais libre de toutes Sûretés, et ce conformément aux termes du Contrat d'Engagement d'Achat.
Contrat d'Engagement de Vente	<p>En vertu du Contrat d'Engagement de Vente, le FCTC, représenté par la Société de Gestion, s'engage irrévocablement envers l'État :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à la survenance d'un Cas d'Imposition; b) à condition que tous paiements de Loyers dus et payables sous le Contrat de Location aient été effectués au complet au Compte de Transaction, à la Date de Dissolution Prévue; ou c) à condition que le prix d'achat de l'Actif Sukuk résiduel ne descende pas sous le Montant de Base suite à l'exercice de l'option par l'État, à la Date de Paiement du Loyer spécifiée dans l'Avis de Levée, <p>à vendre et transférer à l'Etat, à sa demande, au Prix d'Exercice applicable tous ses droits, titres et intérêts dans tout ou, selon le cas partie des Actifs Sukuk détenus par lui «en l'état» (sans aucune garantie expresse ou tacite quant à la condition, l'adaptation aux fins recherchées et l'aptitude à l'emploi et en excluant, dans toute la mesure permise par la loi, toute garantie légale implicite), mais libre de toutes Sûretés, et ce conformément aux termes du Contrat d'Engagement de Vente.</p>



Garantie de l'État du Sénégal	En vertu d'une lettre de garantie de bonne fin, l'État garantit qu'il respectera toutes ses obligations de paiement au titre du Contrat de Location et le Contrat d'Engagement d'Achat.
Accord de Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Un accord entre l'État, l'Arrangeur Principal et la Société de Gestion concernant les droits et obligations de celle-ci en qualité de Société de Gestion du FCTC. • Un accord entre l'État, l'Arrangeur Principal et le Dépositaire concernant les droits et obligations de celui-ci en qualité de Dépositaire du FCTC.
Droit Applicable	Les lois de la République du Sénégal
Créances	Les obligations de paiement de l'État en vertu des Documents de Transaction, y compris (i) les Loyers résultant du Contrat de Location et (ii) le Prix d'Exercice dû par l'État dans le cadre de l'exercice des options au titre du Contrat d'Engagement d'Achat.

V.3 Durée

Le FCTC est constitué à compter de la signature du Règlement FCTC, soit le 20 juin 2016, et expire à la date d'extinction ou de cession de la dernière des Créances figurant à son actif et ce, au plus tard le 29 juillet 2026.

La durée de vie des Parts émises par le FCTC peut être écourtée par la survenance d'un Cas de Dissolution.

V.4 Liquidité

Les Parts peuvent être admises à la cote de la BRVM après la clôture de la Période de Souscription mais il n'est pas possible de garantir que leur admission aura lieu avant ou après la Date de Jouissance, le cas échéant.

V.5 Recours

Les Parts ne constituent ni une participation dans la Société de Gestion et/ou le Dépositaire, ni une obligation de ces entités. Les porteurs des Parts n'auront aucun recours, contractuel ou légal, contre l'Actif Sukuk. L'Actif du FCTC, en particulier les droits du FCTC découlant du Contrat de Location et du Contrat d'Engagement d'Achat, constituent la seule source de paiement des montants dus aux porteurs des Parts. Les Parts ne bénéficient d'aucune garantie ou assurance, de quelque nature que ce soit, d'aucune entité de droit public ou privé, autre que les garanties expressément visées dans la présente Note d'Information.

V.6 Syndicat de placement

V.6.1 Chefs de File du placement

Les SGI : Africaine de Bourse, Atlantique Finances, BOA Capital Securities SA, Coris Bourse, CGF Bourse, EDC Investment Corporation, EVEREST Finance et Impaxis Securities ont été retenues comme Chefs de File du Syndicat de placement des Parts objet de la Note d'Information.

V.6.2 Membres du Syndicat de Placement

Les investisseurs pourront souscrire aux Parts émises par le FCTC auprès des Chefs de File et des membres du Syndicat de Placement. Toutes les SGI agréées par le CREPMF sont membres du syndicat de placement.



PAYS	SGI	TELEPHONE
BENIN	AFRICABOURSE	(229) 21 31 88 36
	BIBE FINANCE & SECURITIES	(229) 21 32 48 75
	SGI BENIN	(229) 21 31 15 41
BURKINA FASO	CORIS BOURSE	(226) 25 33 14 85
	SBIF	(226) 25 33 04 91
COTE D'IVOIRE	AFRICAIN DE BOURSE	(225) 20 21 98 26
	ATLANTIQUE FINANCES	(225) 20 31 21 21
	BICI BOURSE	(225) 20 20 16 68
	BNI FINANCES	(225) 20 20 99 02
	BOA CAPITAL SECURITIES	(225) 20 30 34 29
	CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	(225) 20 20 90 70
	EDC INVESTMENT CORPORATION	(225) 20 31 92 24
	HUDSON & CIE	(225) 20 31 55 00
	NSIA FINANCE	(225) 20 20 06 53
	SOGEBOURSE	(225) 20 20 12 65
	SGI PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT	(225) 20 25 75 90
MALI	SGI MALI	(223) 20 29 29 72
NIGER	SGI NIGER	(227) 20 73 78 18
SÉNÉGAL	CGF BOURSE	(221) 33 864 97 97
	EVEREST FINANCE	(221) 33 822 87 00
	IMPAXIS SECURITIES	(221) 33 869 31 40
TOGO	SGI TOGO	(228) 22 22 30 86

V.7 Modalités de souscription ou d'acquisition des Parts

V.7.1 Investisseurs concernés

La souscription des Parts est ouverte aux personnes physiques et morales des pays membres de l'UEMOA ainsi qu'aux investisseurs institutionnels régionaux et internationaux, étant précisé que les Parts ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues dans aucune juridiction (y compris américaine ou européennes) où des formalités d'enregistrement, de visa ou autre autorisation réglementaire seraient requises ni aux ressortissants de telles juridictions sauf conformément aux exigences réglementaires applicables.

V.7.2 Période de souscription

La Période de Souscription débutera le 20 juin 2016 et sera clôturée le 19 juillet 2016. Toutefois, l'Etat se réserve le droit de procéder à une clôture anticipée de la souscription dès que le montant recherché est atteint.

V.7.3 Modalités de souscription

Au cours de la Période de Souscription, les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le nombre de Parts demandé. A moins d'être frappées de nullité, les souscriptions sont cumulatives quotidiennement, par montant de souscriptions, et les souscripteurs pourront être servis à hauteur de leur demande dans la limite des Parts disponibles.

Il n'est pas prévu de plafond de souscription au titre de l'émission des Parts objet de la Note d'Information.

Le Syndicat de Placement est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès des investisseurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs.

Les ordres de souscriptions sont collectés directement par les Chef de file et/ou par le biais du Syndicat de Placement. Les ordres de souscriptions sont irrévocables au terme de la clôture de la Période de Souscription.

Tout bulletin de souscription doit être signé par le souscripteur ou son mandataire et transmis à la Société de Gestion ou au Syndicat de Placement.

Les Parts sont souscrites sous la forme nominative.



V.7.4 Modalités de traitement des ordres

a) Modalités d'annulation des souscriptions

Dans le cas où l'opération est frappée de nullité pour quelques raisons que ce soient, les souscriptions doivent être remboursées dans un délai de 10 jours, à compter de la date de publication des résultats du placement.

Toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans la présente Note d'Information ou le contrat de placement est susceptible d'annulation.

b) Modalités de centralisation des ordres

Les membres du Syndicat de Placement doivent transmettre aux Chefs de File un fichier informatique contenant la liste des investisseurs ayant souscrit à la présente opération. Le Chef de File procédera à la consolidation des différents fichiers de souscription et au rejet des souscriptions qui ne respectent pas les conditions de souscriptions prédéfinies.

Durant la Période de Souscription, le Syndicat de Placement établit un état récapitulatif des souscriptions reçues faisant apparaître, outre le nombre de total de souscriptions reçues, le nombre quotidien de souscriptions reçues durant la Période de Souscription.

A la fin de la période de souscription, il sera procédé par les Chefs de File à :

- ✓ l'annulation des demandes qui ne respectent pas les conditions et modalités de souscription susmentionnées ;
- ✓ la consolidation de l'ensemble des demandes de souscriptions recevables, c'est-à-dire toutes les demandes de souscription autres que celles frappées de nullité ;
- ✓ l'allocation des Parts.

Dans le cas où, au cours d'une journée de la Période de Souscription, aucune souscription n'a été reçue, l'état récapitulatif des souscriptions précise, pour cette journée, la mention « Néant ».

c) Modalités d'allocation

L'allocation des Parts est effectuée à la clôture de la Période de Souscription, soit le 19 juillet 2016. Le montant indicatif autorisé pour l'émission est de [150 milliards] de FCFA.

A la clôture de la Période de Souscription, les ordres de souscription sont consolidés. Dans le cas où le montant de l'opération n'est pas entièrement souscrit, les souscriptions seront réputées valides.

Dans le cas où le montant de l'opération est supérieur au montant indicatif autorisé par l'émission, l'Émetteur, l'Arrangeur Principal et l'Etat devront :

- ✓ Soit informer le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), de leur intention d'augmenter le montant de l'émission à hauteur maximale des sommes souscrites, aux conditions figurant dans la présente Note d'Information ;
- ✓ Soit procéder à une réduction des souscriptions en favorisant les personnes physiques. Les souscriptions des personnes physiques ne seront pas réduites. Les personnes morales seront servies au prorata de leurs souscriptions en fonction du nombre de titres restants et sur la base d'un taux d'allocation. Ce taux est déterminé par le rapport : « quantité offerte / quantité demandée ». Si le nombre de Parts à répartir, en fonction de la règle du prorata déterminée, n'est pas un nombre entier, le nombre de Parts est arrondi à l'unité inférieure. Les rompus sont alloués par palier d'une Part par souscripteur avec priorité aux demandes les plus fortes.

A l'issue de l'allocation, l'Arrangeur Principal et/ou le Chef de File établissent un état récapitulatif de l'ensemble des souscriptions, ainsi que le résultat de l'allocation.

V.7.5 Modalités de règlement

a) Versement des souscriptions

Le règlement des souscriptions se fait à la fin de la Période de souscription, après l'allocation des Parts et au plus tard un (01) [jour] avant la Date de Jouissance. Celle-ci est fixée une semaine après la Date de Clôture soit le 19 juillet 2016.

Les versements des souscriptions se font par transfert au crédit du compte n°SN079.01101.251065843001.70 ouvert dans les livres du Dépositaire. Les Parts sont payables en un seul versement, et sont enregistrées par le Dépositaire. Les Parts seront inscrites dans les livres du Dépositaire, des SGI ou des banques teneurs de compte et conservateurs agréés et obligatoirement inscrites en compte auprès du DC/BR.

b) Procédures d'enregistrement

A l'issue de l'allocation, le Dépositaire enregistrera les Parts attribuées à chaque souscripteur dans son compte titres le jour du règlement/livraison.



c) Publication des résultats du placement

Un communiqué destiné au public sera émis par les Chefs de File au plus tard à la Date de Jouissance soit le 26 juillet 2016 dans au moins deux quotidiens à grand tirage à Dakar ainsi qu'à travers les agences de la BCEAO.

De plus, dans un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la Date de Jouissance des Parts, un rapport sur les résultats de l'émission de Parts sera transmis par les Chefs de File au CREPMF conformément à la Circulaire n°001-2005.



VI. PRINCIPES GENERAUX DE LA TITRISATION DE CREANCES

Les principes généraux de la titrisation résultent du Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA. Ils sont résumés ci-après.

- La titrisation est l'opération par laquelle un fonds commun de titrisation de créances (le « Fonds Commun de Titrisation de Créances ») acquiert, soit directement auprès de tiers cédants, soit par l'intermédiaire d'un autre organisme habilité pour ce faire, des créances, ainsi que les sûretés, garanties et accessoires y afférents, en finançant cette acquisition par l'émission de titres négociables représentatifs d'un intérêt pro rata dans l'actif du fonds, dont la souscription et la détention est ouverte aux investisseurs qualifiés ou au public.
- Le Fonds Commun de Titrisation de Créances est une copropriété. Il n'est pas une société et n'a pas la personnalité morale. Les dispositions relatives à l'indivision et aux sociétés en participation ne lui sont pas applicables. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds Commun de Titrisation de Créances proportionnel au nombre de parts possédées.
- Le Fonds Commun de Titrisation de Créances est constitué à l'initiative conjointe d'une société de gestion et d'un dépositaire. Cette constitution conjointe est matérialisée par le règlement du Fonds Commun de Titrisation de Créances qui est cosigné par ces deux entités et décrit les modalités applicables au fonctionnement, à l'adaptation et à la liquidation du Fonds Commun de Titrisation de Créances.
- Le Fonds Commun de Titrisation de Créances peut émettre des parts représentatives des créances acquises et des actifs détenus par lui. Le Fonds Commun de Titrisation de Créances est autorisé à émettre uniquement des parts et n'est pas autorisé à émettre d'autres titres.
- La souscription des parts entraîne l'adhésion au règlement du Fonds Commun de Titrisation de Créances. Ce règlement est à la disposition des porteurs de parts qui peuvent se le(s) procurer sans frais.
- Le produit des parts émises par le Fonds Commun de Titrisation de Créances est affecté à la constitution de son actif, au remboursement ou à la rémunération de parts déjà émises ou au remboursement ou à la rémunération d'emprunts déjà effectués.
- Le Fonds Commun de Titrisation de Créances est géré par une société de gestion. La société de gestion, en vertu de l'alinéa 1 de l'article 25 du Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA, représente le Fonds Commun de Titrisation de Créances à l'égard des tiers et dans toute action en justice, tant en demande qu'en défense. Elle doit avoir son siège social dans l'un des États membres de l'UEMOA et avoir pour objet social exclusif d'assurer la gestion d'un ou de plusieurs Fonds Commun de Titrisation de Créances. La société de gestion doit être agréée par le CREPMF, qui peut par décision motivée retirer son agrément. En ce qui concerne l'Opération, la société de gestion est TAIBA TITRISATION.
- Le dépositaire du Fonds Commun de Titrisation de Créances assure la conservation des actifs du Fonds Commun de Titrisation de Créances. Il effectue tous encaissements et paiements. Le dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. En cas de litige avec la société de gestion, il est obligé d'informer le CREPMF. Le dépositaire est obligatoirement une banque établie dans l'UEMOA. En ce qui concerne l'Opération, le dépositaire est la Banque Islamique du Sénégal.
- Dans l'accomplissement de leur mission, la société de gestion et le dépositaire ne sont responsables que de leurs fautes, et ce à titre personnel et sans solidarité entre eux. En ce qui concerne l'Opération, tout litige notamment quant à l'exécution, l'interprétation ou les conséquences du Règlement FCTC, est du ressort des tribunaux compétents mentionnés dans la Section XVI.
- La société de gestion désigne le commissaire aux comptes du Fonds Commun de Titrisation de Créances après approbation préalable du CREPMF.



VII. INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

VII.1 L'Arrangeur Principal

L'Arrangeur Principal est chargé de la structuration de l'opération, de la sélection des intervenants, de la coordination globale de l'exécution de l'opération et de la distribution des Parts auprès des investisseurs.

La Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID), membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) a été mandatée comme Arrangeur Principal de l'opération.

La Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID)

La Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) a été créée par le Conseil des Gouverneurs de la Banque Islamique de Développement (BID) durant sa 24ème Réunion Annuelle, tenue à Djeddah en Arabie Saoudite au mois de Rajab 1420H (novembre 1999). La SID avec un capital autorisé de deux milliards de dollars américains (\$ 2.000.000.000) a été conçue comme institution financière multilatérale internationale pour le développement de ses pays membres à travers ses investissements dans le secteur privé. Les actionnaires au capital de la SID sont la BID, 52 pays membres et 5 institutions financières publiques. Le siège de la SID est à Djeddah en Arabie Saoudite.

La SID vise à jouer un rôle complémentaire aux activités de la BID et des Institutions Nationales de Financement et de Développement (INFD) dans les pays membres. Pour réussir à jouer ce rôle, la SID concentre toutes ses activités et opérations sur les institutions du secteur privé et ce, conformément aux principes de la Shariah islamique. En plus de ses financements et de ses services financiers, la SID offre des services consultatifs et directifs en faveur des gouvernements et des institutions du secteur privé. Ces services ont pour but d'adopter, d'une part, des politiques qui visent à créer, élargir, et moderniser les compagnies du secteur privé et d'autre part, à développer les marchés des capitaux, suivre les meilleures pratiques administratives et encourager l'économie du marché. Dans toutes ses lignes de financement, la SID cible les projets de développement qui aboutissent à créer de l'emploi et à encourager des exportations. Pour atteindre ses objectifs, la SID maintient des relations de coopération et partenariat avec de grandes institutions financières pour organiser et arranger des financements conjoints ou consortiaux.

VII.2 La Société de Gestion

VII.2.1 Présentation

La Société de Gestion du FCTC est TAIBA TITRISATION, société anonyme au capital social de cinq cent millions (500.000.000) CFA, entièrement libéré, dont le siège Social est situé au 18 Boulevard de la République, B.P. 6253 Dakar, République du Sénégal, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Dakar sous le numéro SN DKR 2016 B 11774.

Les porteurs des Parts peuvent obtenir communication des comptes annuels de TAIBA TITRISATION à son siège et auprès du greffe du tribunal de Dakar au Sénégal.

VII.2.2 Mandat et rôle de la Société de Gestion

a) Mandat

TAIBA TITRISATION ne peut entreprendre pour le compte et au nom du FCTC aucune autre activité ni contracter d'autres obligations, dettes ou frais de gestion que ceux qui sont conformes à l'objet du FCTC et prévus dans le Règlement et par les dispositions de la Loi.

Dans le cadre de l'exécution des missions visées au paragraphe b) ci-après, TAIBA TITRISATION est tenue d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt des porteurs de Parts.

b) Responsabilités

En qualité de Société de Gestion, TAIBA TITRISATION assure la gestion du FCTC et représente le FCTC dans ses rapports avec les tiers et dans toute action en justice. Elle prend toutes les mesures qu'elle estime nécessaires ou opportunes pour la défense des droits attachés aux Créances du FCTC.

TAIBA TITRISATION est notamment investie des missions suivantes, dont la liste n'est pas limitative :

- i. elle conclut les contrats nécessaires à la vie du FCTC, notamment les Documents de Transaction et veille à leur bonne exécution ainsi qu'à celle du Règlement FCTC. A ce titre, elle exerce tous les droits du FCTC, notamment ceux attachés à l'Actif du FCTC, conformément aux dispositions des Documents de Transaction et du Règlement FCTC;
- ii. elle approuve la sélection du commissaire aux comptes du FCTC, pourvoit, le cas échéant, au renouvellement de son mandat ou à son remplacement, étant toutefois précisé que le premier commissaire aux comptes est le cabinet Mazars Sénégal ;
- iii. elle s'assure du versement des sommes dues aux porteurs de Parts conformément au Règlement et aux dispositions de la présente Note d'Information.



- iv. elle dresse chaque semestre de l'exercice, l'inventaire de l'Actif du FCTC sous le contrôle du Dépositaire ; et
- v. elle établit l'ensemble des documents nécessaires à l'information des porteurs de Parts et des tiers conformément à la Loi et au Règlement FCTC, notamment, les rapports et comptes visés dans le Règlement FCTC.

VII.3 Le Dépositaire de l'Actif du FCTC

VII.3.1 Présentation

Le Dépositaire de l'Actif du FCTC est la Banque Islamique du Sénégal.

La Banque Islamique du Sénégal (BIS) est une société anonyme au capital social de dix milliards (10.000.000.000) CFA, dont le siège Social est situé à la rue HUART x Amadou A. NDOYE, Dakar - Sénégal, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Dakar sous le numéro R.C. N°83.B.37 agréée en qualité de banque aux termes de l'arrêté n° No 015822/MEF /DGT/DMC en date du 24 Novembre 1983 du Ministre de l'Économie et des Finances de la République du Sénégal.

L'arrêté No 015822/MEF /DGT/DMC du 24 Novembre 1983 fixe la base juridique permettant à la BIS : (i) d'effectuer de manière régulière et permanent, des opérations commerciales, immobilières et financières et (ii) d'exercer ses activités sur la base d'un système de partage des pertes et profits, avec exclusion de toute perception ou paiement d'intérêts.

La mission de la BIS est (i) de mener des activités de collecte d'épargne et de distribution de crédits sur la base des principes édictés par l'Islam et (ii) d'offrir aux entreprises, opérateurs économiques et autres particuliers des services bancaires modernes et compétitifs en conformité avec les prescriptions islamiques.

VII.3.2 Mandat et rôle de la BIS

a) Mandat

La BIS, en tant qu'établissement bancaire de la zone UEMOA établi en République du Sénégal, est chargée d'agir en qualité de Dépositaire des actifs du FCTC. La BIS est agréée en qualité de Banque Conservateur/Teneur de Compte par décision No PCR/DA/2015/033 du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (« CREPMF ») et a la qualité d'adhérent du DC/BR.

b) Responsabilités

En qualité de Dépositaire, la Banque Islamique du Sénégal est investie des responsabilités suivantes :

- i. elle prend possession et assure la conservation de tout document et titre représentatif ou constitutif des actifs et passifs du FCTC ainsi que de tout document ou écrit y afférent; et
- ii. elle ouvre le Compte de Transaction qui enregistre l'ensemble des opérations en crédit et débit concernant le FCTC. Elle vérifie qu'en aucun cas ce compte puisse devenir débiteur; et
- iii. elle assure l'emploi des liquidités figurant au crédit du Compte de Transaction selon les règles précisées au paragraphe XI.2 ci-après.

VII.4 Le Gestionnaire des Créances du FCTC

VII.4.1 Mandat

La BIS intervient également en qualité de gestionnaire des Créances (le « Gestionnaire des Créances ») pour assister la Société de Gestion pour les besoins de la gestion des Créances. Elle agit en qualité de mandataire de la Société de Gestion dans le cadre d'une convention de gestion conclue avec cette dernière.

VII.4.2 Missions

La BIS en sa qualité de Gestionnaire des Créances :

- i. émet les factures de Loyers au titre du Contrat de Location;
- ii. porte au recouvrement des Créances les soins qu'y apporterait un gestionnaire prudent et avisé et des diligences au moins équivalentes à celles qu'elle applique et appliquera à ses propres créances, dans le respect des procédures prévues par les lois et règlements en vigueur;
- iii. prend ou fait prendre, pour le compte du FCTC, les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des Créances et des éventuelles sûretés dont elles bénéficient, comme elle le ferait pour ses propres créances ;
- iv. diligente pour le compte du FCTC les actes et procédures judiciaires, extrajudiciaires ou amiables nécessaires au recouvrement des Créances, sous réserve du respect de ses obligations susvisées,



Le Gestionnaire de Créances ne peut, sans l'accord préalable de la Société de Gestion, procéder à des renégociations ayant pour effet de modifier les droits et obligations du FCTC au titre des Documents de Transaction.

Le Gestionnaire de Créances ne peut encaisser aucune des liquidités découlant des Documents de Transaction. Ces liquidités sont obligatoirement directement versées sur le Compte de Transaction.

VII.5 Le Commissaire aux Comptes

VII.5.1 Désignation

Le Cabinet Mazars Sénégal sis Immeuble Pinet Laprade, 12 Boulevard Djily Mbaye Dakar Sénégal (Tél : (+221) 33 849 19 49 Fax : (+221) 33 849 69 37) a été retenue par la Société de Gestion comme Commissaire aux Comptes du FCTC.

Il est nommé conformément aux dispositions légales en vigueur et la durée de son mandat ne peut excéder celle de la vie du FCTC.

VII.5.2 Missions

Le Commissaire aux Comptes a pour mission permanente, de vérifier, les valeurs, les livres, les documents comptables du FCTC et la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Il vérifie également la sincérité et la concordance, avec les états de synthèse, des informations données dans le rapport annuel de la Société de Gestion et les documents adressés aux porteurs de Parts sur l'évolution de l'Actif du FCTC.

Les missions du Commissaire aux Comptes sont détaillées dans l'Article 13 du Règlement FCTC.

VII.6 Les Conseillers juridiques

Les parties ont été conseillées par les cabinets d'avocats suivants :

Cabinet	Adresse	Responsabilité
Hogan Lovells (Middle East) LLP	19 th Floor, Al Fattan Currency Tower Dubai International Financial Centre PO Box 506602 Dubai, UAE Tél. +971 4 377 9377 Direct : +971 4 377 9377 Fax : +971 4 377 9378	Conseiller de l'Arrangeur Principal
Étude Maître Cheikh FALL Avocat à la Cour	48 rue vincens x Abdou K. Bourgi 1 ^{er} étage Dakar - Sénégal Tél. +(221)33 821 75 79 // +33 821 65 97 Fax : +(221)33 821 05 57 // +33 823 17 19 Email : cgfall@orange.sn http://www.avocat-cheikhfall.com	Conseil de l'Arrangeur Principal pour les aspects de la Transaction relatifs au droit applicable en République du Sénégal et aux dispositions des Actes Uniformes du Traité OHADA.



VIII. ACTIFS DU FONDS

VIII.1 Composition des actifs du FCTC

L'Actif du FCTC est constitué exclusivement de :

- a) l'Actif Sukuk;
- b) les Créances; et
- c) les liquidités détenues par le FCTC dans l'attente de leur affectation.

VIII.2 Information sur l'Actif Sukuk

L'Actif Sukuk consiste en l'usufruit d'une partie de l'aérogare de l'aéroport international Léopold Sedar Senghor du Sénégal qui est constituée d'une assiette foncière de 115 hectares, objet du titre foncier N0 17.621/NGA. L'Actif Sukuk contient les halls de départ et d'arrivée, les bâtiments de la direction générale, les parkings, les hangars et les bâtiments annexes.

Suite aux diligences effectuées par le Commissaire aux Comptes du FCTC, la valeur de l'Actif Sukuk est évaluée à deux cent cinquante milliards (250 000 000 000).

L'Actif Sukuk, ainsi que les immobilisés sous-jacents, ne font l'objet d'aucune Sûreté, privilège ou autre droit au profit d'un tiers.

VIII.3 Informations sur les Créances

Les Créances du FCTC correspondent aux obligations de paiement de l'État en vertu des Documents de Transaction, y compris notamment :

- a) les Loyers;
- b) les créances pour le paiement du Montant du Remboursement Anticipé pour Perte Totale, en cas de Perte Totale conformément aux termes du Contrat d'Agence de Services;
- c) les créances sur l'État pour le paiement du Prix d'Exercice applicable en cas d'exercice par la Société de Gestion de l'option de vente prévue au Contrat d'Engagement d'Achat à la survenance d'un Cas de Dissolution qui se poursuit;
- d) les créances sur l'État pour le paiement du Prix d'Exercice applicable en cas d'exercice par l'Etat de l'option de rachat prévue au Contrat d'Engagement de Vente dans les cas suivants :
 - 1) la survenance d'un Cas d'Imposition;
 - 2) tous les paiements de Loyers dus et payables ont été effectués au crédit du Compte de Transaction;
 - 3) sous réserve que le prix des Actifs Sukuk résiduels ne descende pas en dessous du Montant de Base suite à l'exercice par l'Etat.



VIII.3.1 Loyers

Les termes du Contrat de Location relatifs aux Loyers sont indiqués ci-après :

Bailleur	FCTC																																																																																										
Preneur	État du Sénégal																																																																																										
Objet du contrat	Les Biens Objets de l'Actif Sukuk																																																																																										
Loyers (en francs CFA)	<table><tr><th>#</th><th>Date d'échéance</th><th>Principale</th><th>Profit</th><th>Total</th></tr><tr><td>1</td><td>26 janvier 2019</td><td>10 514 062 500</td><td>5 214 975 000</td><td>15 729 037 500</td></tr><tr><td>2</td><td>26 juillet 2019</td><td>10 514 062 500</td><td>4 783 898 438</td><td>15,297 960 938</td></tr><tr><td>3</td><td>26 janvier 2020</td><td>10 514 062 500</td><td>4 538 570 313</td><td>15 052 632 813</td></tr><tr><td>4</td><td>26 juillet 2020</td><td>10 514 062 500</td><td>4 168 825 781</td><td>14 682 888 281</td></tr><tr><td>5</td><td>26 janvier 2021</td><td>10 514 062 500</td><td>3 890 203 125</td><td>14 404 265 625</td></tr><tr><td>6</td><td>26 juillet 2021</td><td>10 514 062 500</td><td>3 508 192 188</td><td>14 022 254 688</td></tr><tr><td>7</td><td>26 janvier 2022</td><td>10 514 062 500</td><td>3 241 835 938</td><td>13 755 898 438</td></tr><tr><td>8</td><td>26 juillet 2022</td><td>10 514 062 500</td><td>2 870 339 063</td><td>13 384 401 563</td></tr><tr><td>9</td><td>26 janvier 2023</td><td>10 514 062 500</td><td>2 593 468 750</td><td>13 107 531 250</td></tr><tr><td>10</td><td>26 juillet 2023</td><td>10 514 062 500</td><td>2 232 485 938</td><td>12 746 548 438</td></tr><tr><td>11</td><td>26 janvier 2024</td><td>10 514 062 500</td><td>1 945 101 563</td><td>12 459 164 063</td></tr><tr><td>12</td><td>26 juillet 2024</td><td>10 514 062 500</td><td>1 603 394 531</td><td>12 117 457 031</td></tr><tr><td>13</td><td>26 janvier 2025</td><td>10 514 062 500</td><td>1 296 734 375</td><td>11 810 796 875</td></tr><tr><td>14</td><td>26 juillet 2025</td><td>10 514 062 500</td><td>956 779 688</td><td>11,470 842 188</td></tr><tr><td>15</td><td>26 janvier 2026</td><td>10 514 062 500</td><td>648 367 188</td><td>11 162 429 688</td></tr><tr><td>16</td><td>26 juillet 2026</td><td>10 514 062 500</td><td>318 926 563</td><td>10 832 989 063</td></tr><tr><td colspan="2">Total</td><td>168 225 000 000</td><td>43 812 098 438</td><td>212 037 098 438</td></tr></table>	#	Date d'échéance	Principale	Profit	Total	1	26 janvier 2019	10 514 062 500	5 214 975 000	15 729 037 500	2	26 juillet 2019	10 514 062 500	4 783 898 438	15,297 960 938	3	26 janvier 2020	10 514 062 500	4 538 570 313	15 052 632 813	4	26 juillet 2020	10 514 062 500	4 168 825 781	14 682 888 281	5	26 janvier 2021	10 514 062 500	3 890 203 125	14 404 265 625	6	26 juillet 2021	10 514 062 500	3 508 192 188	14 022 254 688	7	26 janvier 2022	10 514 062 500	3 241 835 938	13 755 898 438	8	26 juillet 2022	10 514 062 500	2 870 339 063	13 384 401 563	9	26 janvier 2023	10 514 062 500	2 593 468 750	13 107 531 250	10	26 juillet 2023	10 514 062 500	2 232 485 938	12 746 548 438	11	26 janvier 2024	10 514 062 500	1 945 101 563	12 459 164 063	12	26 juillet 2024	10 514 062 500	1 603 394 531	12 117 457 031	13	26 janvier 2025	10 514 062 500	1 296 734 375	11 810 796 875	14	26 juillet 2025	10 514 062 500	956 779 688	11,470 842 188	15	26 janvier 2026	10 514 062 500	648 367 188	11 162 429 688	16	26 juillet 2026	10 514 062 500	318 926 563	10 832 989 063	Total		168 225 000 000	43 812 098 438	212 037 098 438
#	Date d'échéance	Principale	Profit	Total																																																																																							
1	26 janvier 2019	10 514 062 500	5 214 975 000	15 729 037 500																																																																																							
2	26 juillet 2019	10 514 062 500	4 783 898 438	15,297 960 938																																																																																							
3	26 janvier 2020	10 514 062 500	4 538 570 313	15 052 632 813																																																																																							
4	26 juillet 2020	10 514 062 500	4 168 825 781	14 682 888 281																																																																																							
5	26 janvier 2021	10 514 062 500	3 890 203 125	14 404 265 625																																																																																							
6	26 juillet 2021	10 514 062 500	3 508 192 188	14 022 254 688																																																																																							
7	26 janvier 2022	10 514 062 500	3 241 835 938	13 755 898 438																																																																																							
8	26 juillet 2022	10 514 062 500	2 870 339 063	13 384 401 563																																																																																							
9	26 janvier 2023	10 514 062 500	2 593 468 750	13 107 531 250																																																																																							
10	26 juillet 2023	10 514 062 500	2 232 485 938	12 746 548 438																																																																																							
11	26 janvier 2024	10 514 062 500	1 945 101 563	12 459 164 063																																																																																							
12	26 juillet 2024	10 514 062 500	1 603 394 531	12 117 457 031																																																																																							
13	26 janvier 2025	10 514 062 500	1 296 734 375	11 810 796 875																																																																																							
14	26 juillet 2025	10 514 062 500	956 779 688	11,470 842 188																																																																																							
15	26 janvier 2026	10 514 062 500	648 367 188	11 162 429 688																																																																																							
16	26 juillet 2026	10 514 062 500	318 926 563	10 832 989 063																																																																																							
Total		168 225 000 000	43 812 098 438	212 037 098 438																																																																																							
Périodicité	Semestrielle																																																																																										
Dissolution Anticipée	Voir Section XV																																																																																										
Modalité de recouvrement des créances	Les Créances sont recouvrées par le Gestionnaire de Créances selon les modalités établies par le Règlement FCTC.																																																																																										

31

VIII.3.2 Créances découlant du Contrat d'Engagement d'Achat et du Contrat d'Engagement de Vente

En vertu du Contrat d'Engagement d'Achat, si un Cas de Dissolution survient et se poursuit, l'Etat s'engage irrévocablement, à tout moment après la Date de Dissolution Prévue, à racheter au Prix d'Exercice applicable tous les droits, titres et intérêts dans l'Actif Sukuk «en l'état» (sans aucune garantie expresse ou tacite quant à la condition, l'adéquation aux fins recherchées ou l'aptitude à l'emploi et en excluant, dans toute la mesure permise par la loi, toute garantie légale implicite), mais libre de toutes Sûretés, et ce conformément aux termes du Contrat d'Engagement d'Achat.

VIII.4 Informations sur l'obligé: État du Sénégal

L'obligé est l'État du Sénégal. La présentation sur l'Obligé, y compris une description des points d'intérêt le concernant est disponible auprès des Chefs de fil, du Débiteur et de l'Arrangeur Principal.

IX. LES PARTS

IX.1 Caractéristiques des parts

Les droits des copropriétaires sont exprimés en Parts. Chaque porteur de Parts dispose d'un droit de copropriété sur l'Actif du FCTC proportionnel au nombre de Parts possédées.

En représentation de l'Actif, le FCTC émet des Parts pour un montant de [150.000.000.000] CFA.

Les Parts sont des valeurs mobilières. Elles sont nominatives et donnent lieu à une inscription en compte au nom du Dépositaire dans les livres du DC/BR.

Les Parts font l'objet d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels régionaux et internationaux et des personnes physiques et morales des pays membres de l'UEMOA, étant précisé que les Parts ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues dans aucune juridiction (y compris américaine ou européennes) où des formalités d'enregistrement, de visa ou autre autorisation réglementaire seraient requises ni aux ressortissants de telles juridictions sauf conformément aux exigences réglementaires applicables.

Elles s'amortissent de la manière suivante.

IX.1.1 Amortissement normal

Pendant la période d'amortissement normal, les Parts s'amortissent conformément aux termes du tableau descriptif figurant dans le paragraphe IX.3 ci-après.

IX.1.2 Amortissement Anticipé

A la survenance d'un Cas de Dissolution, les droits du FCTC découlant du Contrat d'Engagement d'Achat sont exercés par la Société de Gestion.

A la survenance d'un cas de Perte Totale, la Société de Gestion aura recours (i) aux produits d'assurance qui seront payés en CFA directement au Compte de Transaction dans les trente (30) jours à compter de la date de survenance du cas de Perte Totale; ou (ii) au cas où les produits d'assurance sont moindres que le Montant Nominal Global (moins le Loyer Fixé aux termes du Contrat de Location), [à l'État conformément aux termes du Contrat d'Agence de Services. Dès réception de ce montant, la Société de Gestion rachètera les Parts au Montant du Remboursement Anticipé pour Perte Totale et le FCTC sera dissout et liquidé.

Pareillement, suite à la survenance d'un Cas d'Imposition, l'Etat exerce ses droits découlant du Contrat d'Engagement de Vente.

IX.2 Tableau Descriptif des Caractéristiques des Parts

Émetteur	FCTC
Dénomination	Sukuk État du Sénégal 6,0% 2016-2026
Débiteur	État du Sénégal
Montant total indicatif de l'émission	150.000.000.000 CFA
Montant nominal unitaire des Parts	10.000 CFA
Période de souscription	du 20 juin au 19 juillet 2016
Objet de l'opération	Financement de projets de développement économique et social de l'État incluant notamment pour le pôle urbain de Diamniado : <ul style="list-style-type: none">• Un programme d'adduction d'eau potable; et• Un programme de réalisation du réseau de voirie et d'éclairage public.
Date de règlement et de jouissance	Le règlement des souscriptions se fait au plus tard un (01) [jour] avant la Date de Jouissance qui est fixée une semaine après la Date de Clôture soit le 26 juillet 2016.
Fiscalité	Les revenus liés aux Parts sont exonérés de tout impôt pour les investisseurs résidents au Sénégal et soumis à la législation fiscale sur les revenus de valeurs mobilières en vigueur dans les autres pays de résidence des investisseurs au moment du paiement des profits et du remboursement du principal.
Prix d'émission des Parts	10.000 CFA
Marge de profit	6,0% par an
Rythme de paiement des échéances	Semestrielle



Dates d'amortissement prévisionnelles	<ul style="list-style-type: none">• 26 janvier 2019• 26 juillet 2019• 26 janvier 2020• 26 juillet 2020• 26 janvier 2021• 26 juillet 2021• 26 janvier 2022• 26 juillet 2022• 26 janvier 2023• 26 juillet 2023• 26 janvier 2024• 26 juillet 2024• 26 janvier 2025• 26 juillet 2025• 26 janvier 2026• 26 juillet 2026																																																																																										
Date de Dissolution Prévue	29 juillet 2026																																																																																										
Prix de remboursement des Parts	10.000 CFA																																																																																										
Taux actuariel, ou marge actuarielle, à l'émission	6,0 % par an																																																																																										
Durée de vie moyenne des Parts, à l'émission	120 mois																																																																																										
Échéancier des flux de paiement destinés aux porteurs des Parts	<table><tr><th>#</th><th>Date d'échéance</th><th>Principale</th><th>Profit</th><th>Total</th></tr><tr><td>1</td><td>26 janvier 2019</td><td>10 514 062 500</td><td>5 214 975 000</td><td>15 729 037 500</td></tr><tr><td>2</td><td>26 juillet 2019</td><td>10 514 062 500</td><td>4 783 898 438</td><td>15,297 960 938</td></tr><tr><td>3</td><td>26 janvier 2020</td><td>10 514 062 500</td><td>4 538 570 313</td><td>15 052 632 813</td></tr><tr><td>4</td><td>26 juillet 2020</td><td>10 514 062 500</td><td>4 168 825 781</td><td>14 682 888 281</td></tr><tr><td>5</td><td>26 janvier 2021</td><td>10 514 062 500</td><td>3 890 203 125</td><td>14 404 265 625</td></tr><tr><td>6</td><td>26 juillet 2021</td><td>10 514 062 500</td><td>3 508 192 188</td><td>14 022 254 688</td></tr><tr><td>7</td><td>26 janvier 2022</td><td>10 514 062 500</td><td>3 241 835 938</td><td>13 755 898 438</td></tr><tr><td>8</td><td>26 juillet 2022</td><td>10 514 062 500</td><td>2 870 339 063</td><td>13 384 401 563</td></tr><tr><td>9</td><td>26 janvier 2023</td><td>10 514 062 500</td><td>2 593 468 750</td><td>13 107 531 250</td></tr><tr><td>10</td><td>26 juillet 2023</td><td>10 514 062 500</td><td>2 232 485 938</td><td>12 746 548 438</td></tr><tr><td>11</td><td>26 janvier 2024</td><td>10 514 062 500</td><td>1 945 101 563</td><td>12 459 164 063</td></tr><tr><td>12</td><td>26 juillet 2024</td><td>10 514 062 500</td><td>1 603 394 531</td><td>12 117 457 031</td></tr><tr><td>13</td><td>26 janvier 2025</td><td>10 514 062 500</td><td>1 296 734 375</td><td>11 810 796 875</td></tr><tr><td>14</td><td>26 juillet 2025</td><td>10 514 062 500</td><td>956 779 688</td><td>11,470 842 188</td></tr><tr><td>15</td><td>26 janvier 2026</td><td>10 514 062 500</td><td>648 367 188</td><td>11 162 429 688</td></tr><tr><td>16</td><td>26 juillet 2026</td><td>10 514 062 500</td><td>318 926 563</td><td>10 832 989 063</td></tr><tr><td colspan="2">Total</td><td>168 225 000 000</td><td>43 812 098 438</td><td>212 037 098 438</td></tr></table>	#	Date d'échéance	Principale	Profit	Total	1	26 janvier 2019	10 514 062 500	5 214 975 000	15 729 037 500	2	26 juillet 2019	10 514 062 500	4 783 898 438	15,297 960 938	3	26 janvier 2020	10 514 062 500	4 538 570 313	15 052 632 813	4	26 juillet 2020	10 514 062 500	4 168 825 781	14 682 888 281	5	26 janvier 2021	10 514 062 500	3 890 203 125	14 404 265 625	6	26 juillet 2021	10 514 062 500	3 508 192 188	14 022 254 688	7	26 janvier 2022	10 514 062 500	3 241 835 938	13 755 898 438	8	26 juillet 2022	10 514 062 500	2 870 339 063	13 384 401 563	9	26 janvier 2023	10 514 062 500	2 593 468 750	13 107 531 250	10	26 juillet 2023	10 514 062 500	2 232 485 938	12 746 548 438	11	26 janvier 2024	10 514 062 500	1 945 101 563	12 459 164 063	12	26 juillet 2024	10 514 062 500	1 603 394 531	12 117 457 031	13	26 janvier 2025	10 514 062 500	1 296 734 375	11 810 796 875	14	26 juillet 2025	10 514 062 500	956 779 688	11,470 842 188	15	26 janvier 2026	10 514 062 500	648 367 188	11 162 429 688	16	26 juillet 2026	10 514 062 500	318 926 563	10 832 989 063	Total		168 225 000 000	43 812 098 438	212 037 098 438
#	Date d'échéance	Principale	Profit	Total																																																																																							
1	26 janvier 2019	10 514 062 500	5 214 975 000	15 729 037 500																																																																																							
2	26 juillet 2019	10 514 062 500	4 783 898 438	15,297 960 938																																																																																							
3	26 janvier 2020	10 514 062 500	4 538 570 313	15 052 632 813																																																																																							
4	26 juillet 2020	10 514 062 500	4 168 825 781	14 682 888 281																																																																																							
5	26 janvier 2021	10 514 062 500	3 890 203 125	14 404 265 625																																																																																							
6	26 juillet 2021	10 514 062 500	3 508 192 188	14 022 254 688																																																																																							
7	26 janvier 2022	10 514 062 500	3 241 835 938	13 755 898 438																																																																																							
8	26 juillet 2022	10 514 062 500	2 870 339 063	13 384 401 563																																																																																							
9	26 janvier 2023	10 514 062 500	2 593 468 750	13 107 531 250																																																																																							
10	26 juillet 2023	10 514 062 500	2 232 485 938	12 746 548 438																																																																																							
11	26 janvier 2024	10 514 062 500	1 945 101 563	12 459 164 063																																																																																							
12	26 juillet 2024	10 514 062 500	1 603 394 531	12 117 457 031																																																																																							
13	26 janvier 2025	10 514 062 500	1 296 734 375	11 810 796 875																																																																																							
14	26 juillet 2025	10 514 062 500	956 779 688	11,470 842 188																																																																																							
15	26 janvier 2026	10 514 062 500	648 367 188	11 162 429 688																																																																																							
16	26 juillet 2026	10 514 062 500	318 926 563	10 832 989 063																																																																																							
Total		168 225 000 000	43 812 098 438	212 037 098 438																																																																																							
Modes de placement	Auprès des Chefs de File et du Syndicat de Placement.																																																																																										
Refinancement des Parts	Les Parts sont admissibles au guichet de refinancement de la BCEAO.																																																																																										
Personnes concernées	L'émission des Parts du FCTC Sukuk État du Sénégal 6,0% 2016-2026 est ouverte aux personnes physiques et morales des pays membres de l'UEMOA ainsi qu'aux investisseurs institutionnels régionaux et internationaux, étant précisé que les Parts ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues dans aucune juridiction (y compris américaine ou européennes) où des formalités d'enregistrement, de visa ou autre autorisation réglementaire seraient requises ni aux ressortissants de telles juridictions sauf conformément aux exigences réglementaires applicables.																																																																																										



IX.3 Assemblée Générale des porteurs de Parts, Modification, Renonciation

Une assemblée générale des porteurs de Parts pourra être réunie, conformément aux dispositions du Règlement FCTC, sur convocation de l'État ou de la Société de Gestion en vue d'examiner toute question affectant leurs intérêts, y compris la modification, par voie de Résolution Extraordinaire, de la Date de Dissolution Prévue ou toute autre date de paiement relative aux Parts, la réduction ou annulation de tout ou partie des montants dus en relation avec les Parts, la modification de la devise de paiement des Parts, et la modification de certaines obligations du FCTC ou de l'État découlant des Documents de Transaction.

L'assemblée générale ne pourra valablement délibérer sur première convocation qu'à condition que les porteurs des Parts présents détiennent cinquante et un pour cent (51%) au moins du montant nominal des Parts en circulation au moment considéré. Sur deuxième convocation aucun quorum ne sera exigé. L'assemblée générale statuera valablement à la majorité de deux tiers (2/3) des voix exprimées par les porteurs des Parts présents à cette assemblée par un vote à main levée. Toute résolution adoptée lors d'une assemblée générale des porteur de Parts dûment convoquée et tenue conformément au Règlement FCTC, liera tous les porteurs de Parts, qu'ils soient ou non présents lors de cette assemblée et qu'ils aient voté ou pas.

La Société de Gestion peut approuver toute modification de l'un quelconque des termes et conditions des Documents de Transaction, ainsi que toute renonciation, désistement ou abandon de toute demande découlant d'une violation des termes et conditions des Documents de Transaction, ou déterminer qu'un Cas de Dissolution ne sera pas considéré comme tel, sans l'accord préalable des porteurs des Parts, sous réserve que, selon l'opinion de la Société de Gestion, telle modification, renonciation, désistement, abandon ou détermination :

- a) soit d'une nature formelle, mineure ou technique;
- b) vise à corriger ou remédier à une erreur manifeste ou avérée (à la satisfaction de la Société de Gestion);
- c) ne soit pas significativement préjudiciable aux intérêts des titulaires de Parts.

Une telle modification deviendra immédiatement opposable à, et liera, tous les porteurs des Parts et, sauf décision contraire de la Société de Gestion, devra faire l'objet d'un avis transmis dans les meilleurs délais aux porteurs de Parts conformément aux stipulations du Règlement FCTC.



X. FONCTIONNEMENT DU FCTC

X.1 Principes de rémunération et d'amortissement des Parts

Les Parts sont rémunérées sur le principe d'un rendement fixe par rapport à l'investissement initial des investisseurs. Cette rémunération est établie sur la base d'un paiement périodique (semestriel) composé du principal et du profit.

Le tableau d'amortissement indicatif de l'Opération se présente comme suit :

X.2 Les principes du rechargement, de la réémission et du recours à l'emprunt

En conformité avec les principes des émissions Sukuk, le FCTC est constitué de manière exclusive pour la présente Opération. Ainsi, le FCTC n'est pas autorisé à effectuer des rechargements, des réémissions de parts ou à recourir à l'emprunt.

X.3 Règles de calcul et d'allocation des flux

X.3.1 Calculs

La part du montant des Loyers allouée à chaque porteur de Parts et pour chaque Date de Distribution Périodique est tel que mentionné à l'article X.1 de la présente Note d'Information. La Société de Gestion s'assurera que la rémunération des porteurs de Parts est conforme au niveau de rendement défini à travers la présente Note d'information.

X.3.2 Allocation des flux

A chaque Date de Distribution Périodique, il est procédé, par le DC/BR, au moyen des fonds qui lui sont transférés par le débit du Compte de Transaction, aux allocations de flux aux porteurs des Parts conformément aux allocations précédemment déterminées par la Société de Gestion en relation avec chaque Période de Location.

Le Compte de Transaction ne peut être débité que dans la limite de son solde créditeur de sorte qu'il ne puisse présenter, à aucun moment, un solde débiteur.



XI. TRESORERIE DU FONDS

XI.1 Compte d'approvisionnement du FCTC

Le Trésorier Général du Gouvernement du Sénégal ouvrira le Compte d'Approvisionnement dans les livres de la BCEAO, au plus tard 48 heures avant la fin de la Période de Souscription.

Au plus tard cinq (05) jours avant chaque Date de Distribution Périodique, les fonds nécessaires au paiement du Loyer seront versés dans le Compte d'approvisionnement pour, par la suite être transférés, deux (02) Jours Ouvrables avant la Date de Distribution Périodique, au crédit du Compte de Transaction.

XI.2 Compte de Transaction

Le Dépositaire ouvrira, en accord avec la Société de Gestion, le Compte de Transaction au sein de la BCEAO, au plus tard 48 heures avant le début de la Période de Souscription.

Le Compte de Transaction a la nature d'un compte spécialement affecté au profit du FCTC et est régi par les dispositions de l'article 27 du Règlement no. 02/2010/CM/UEMOA relatif aux Fonds Communs de Titrisation de Créance et aux Operations de Titrisation dans l'UEMOA. Toutes les sommes payées au titre des Créances seront versées directement par le Locataire, par débit du Compte d'Approvisionnement, sur le Compte de Transaction. Le Compte de Transaction ne peut en aucun cas être utilisé par la BIS pour ses propres opérations de quelque nature que ce soit. En cas de faillite de la BIS, ses créanciers ne pourront ni réclamer ni avoir recours au Compte de Transaction.

XI.3 Règles d'investissement de la trésorerie

Les sommes momentanément disponibles ou en instance d'affectation auprès du FCTC seront retenues dans le Compte de Transaction en attendant leur distribution aux porteurs des Parts. Le Compte de Transaction ne sera pas rémunéré.

Le Dépositaire ne pourra en aucune manière s'affranchir du respect des règles ci avant énoncées.



XII. FACTEURS DE RISQUES

Les porteurs de Parts sont exposés aux risques suivants :

XII.1 Risque de dissolution anticipée

Le FCTC peut être dissout avant la Date de Dissolution Prévues dans certaines conditions spécifiées dans les Documents de Transaction sont réunies, y compris à la survenance d'un Cas de Dissolution, d'un Cas d'Imposition, d'un cas de Perte Totale.

XII.2 Risque de crédit

Les Loyers sont dus par sur le Débiteur lequel est l'État du Sénégal. Le risque de crédit lié aux Parts correspond au risque de défaut de l'État du Sénégal au titre de ses obligations souscrites dans le cadre des Documents de Transaction.

XII.3 Risque de taux

La rémunération normale des porteurs des Parts est déterminée sur la base d'un taux de rendement fixe par rapport à leur investissement initial.

XII.4 Risque de liquidité

Les retards de paiement au titre des Loyers constituent un Cas de Dissolution permettant au FCTC d'exercer ses droits découlant du Contrat d'Engagement d'Achat.

XII.5 Absence de marché secondaire

L'inscription des Parts à la BRVM est une option envisagée mais n'est pas ferme. Même en cas d'inscription à la BRVM, l'attention est appelée sur le risque d'une absence éventuelle de liquidité des Parts sur ce marché secondaire. De plus, l'échange des Parts pourrait être source de liquidité aux investisseurs mais également causer des pertes ou profits potentiels liés à la fluctuation de la valeur marchande. En conséquence, les investisseurs devraient être prêts à détenir les Parts pour une période non définie et potentiellement pour la maturité intégrale des Sukuk. Une demande d'admission des Parts à la cote de la BRVM peut être faite, mais il n'y a aucune garantie qu'une telle admission aura lieu à la Date de Clôture, ou même à tout moment après la Date de Clôture. Toutefois, les Parts seront enregistrées dans les livres du DC/BR et pourront faire l'objet de transactions de gré à gré.

XII.6 Pertinence de l'investissement

La souscription au FCTC n'est pas nécessairement un investissement destiné à toutes les catégories d'investisseurs. Chaque investisseur (ou son représentant) est supposé avoir effectué l'ensemble des diligences nécessaires, eu égard à son niveau d'information et sa capacité d'analyse afin de déterminer la convenance de l'investissement en question. Toute souscription dans les Parts emporte confirmation par l'investisseur concerné, sous son exclusive et entière responsabilité, que :

- a) il a une connaissance parfaite et une expérience pertinente pour évaluer l'investissement relatif à la souscription des Parts et à l'appréciation des risques associés tel que présentés à travers la présente Note d'Information;
- b) il a les aptitudes analytiques requises pour évaluer, selon sa propre situation financière, l'impact de la présente opportunité d'investissement sur son portefeuille actuel;
- c) il a les ressources financières adéquates et la liquidité requise pour faire face aux risques de changes au cas où sa devise principale est différente du CFA;
- d) il comprend parfaitement les caractéristiques des Parts et de plus est familier avec les mécanismes de fonctionnement des marchés des capitaux.
- e) il est capable d'évaluer les différents scénarii économiques, politiques ou d'autres natures capables d'affecter la présente opportunité d'investissement et est prêt à prendre le risque.
- f) il est ressortissant d'une juridiction où sa souscription des Parts ne contrevient à aucune restriction qui lui soit applicable ni à aucune loi ou règlement.

XII.7 30.7 Marché émergent

Les investisseurs ou leurs représentants sont censés comprendre que la présente opportunité d'investissement se produit dans un pays classé dans la catégorie des pays émergents et donc soumis à des risques juridiques, économiques et politiques souvent significatifs. Par conséquent, chaque investisseur (ou son représentant) doit nécessairement effectuer les diligences nécessaires pour apprécier l'ensemble des risques potentiels avant de souscrire aux Parts.



XII.8 Changement du cadre juridique

La structure de la transaction ainsi que ses caractéristiques sont basées sur les lois et les procédures administratives en vigueur au Sénégal à la date de préparation de la présente Note d'Information. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux changements futurs de la législation ou des pratiques administratives après la date de cette Note d'Information de même que l'impact que de tels changements pourraient avoir sur la capacité du FCTC à respecter ses obligations au titre des Parts, en particulier à faire les distributions découlant des Parts.

XII.9 Risque de faillite ou d'insolvabilité du FCTC

Le Compte de Transaction est un compte ouvert dans les livres de la BCEAO et ne peut en aucun cas être utilisé par la BIS pour ses opérations de quelque nature que ce soit. En cas de faillite de la BIS ses créanciers ne pourront ni réclamer ni avoir un recours au Compte de Transaction.

XIII. FISCALITE APPLICABLE AUX PORTEURS DES PARTS

XIII.1 Exonération

Le régime fiscal en vigueur est celui de la République du Sénégal. L'article 219 du Code Général des Impôts exonère de l'impôt sur le revenu, les revenus liés aux Parts.

XIII.2 Majoration

Tous les paiements découlant des Parts seront effectués sans aucune déduction ou retenue à la source à raison d'Impôts et Taxes sauf si cette déduction ou retenue est exigée par la loi. Au cas où une telle retenue ou déduction serait exigée, l'État du Sénégal sera tenu de payer des montants supplémentaires de sorte que les porteurs de Parts reçoivent le montant total qui aurait été exigible en vertu des Parts si une telle retenue ou déduction n'avait pas été requise.

XIV. FRAIS, COMMISSIONS ET TAXES

L'ensemble des frais et commissions sont à la charge de l'Arrangeur Principal conformément à son mandat de conseil.

Conformément à l'Arrêté Ministériel régissant l'Opération, les revenus de la transaction «Sukuk Etat du Sénégal 6,0% 2016-2026» sont exonérés de tout impôt et taxe pour l'investisseur résident au Sénégal et soumis à la législation fiscale sur les revenus de valeurs mobilières dans les autres pays de résidence des investisseurs au moment du paiement du profit et du remboursement du capital.

XV. CONDITIONS DE DISSOLUTION DU FCTC

XV.1 Règles générales

Sauf à raison de la survenance d'un Cas de Dissolution ou d'un Cas d'Imposition ou d'un cas de Perte Totale, le FCTC sera dissout à la Date de Dissolution Prévue.

XV.2 Dissolution anticipée

Le FCTC peut être liquidé par anticipation à la suite d'un Cas de Dissolution ou d'un Cas d'Imposition, ou d'un cas de Perte Totale.



XVI. TRIBUNAUX COMPETENTS EN CAS DE LITIGE

La présente émission est régie par le droit sénégalais. Tout litige relatif à son interprétation ou son exécution sera soumis, à défaut d'un règlement amiable, à l'arbitrage selon le Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA à Abidjan.

Zakiyoulahi Sow
Directeur Général
Société de Gestion
TAIBA TITRISATION

Fait à Dakar, le 10 juin 2016



Omar Mbodji
Directeur Général
Dépositaire
Banque Islamique du Sénégal

Fait à Dakar, le 10 juin 2016



ANNEXES

- RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS SOUS JACENTS DU FCTC
- ENGAGEMENT DE BONNE FIN DE L'OPERATION EMISE PAR LE DEBITEUR
- CERTIFICAT DE CONFORMITE SHARIA
- ARRETE MINISTERIEL AUTORISANT L'OPERATION
- CERTIFICAT DE CONFORMITE JURIDIQUE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
L'ÉVALUATION DES ACTIFS SOUS JACENTS DU FCTC**

MAZARS SÉNÉGAL

TAIBA TITRISATION
"FCTC SUKUK ÉTAT DU SENEGAL
6,00% 2016 – 2026"

*18, Boulevard de la République
B.P. 6523, Dakar
République du Sénégal*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EVALUATION DES ACTIFS SOUS JACENTS
DU FONDS COMMUN DE TITRISATION DES CREANCES**



FCTC SURUK ETAT DU
SENEGAL 5,00% 2016 -
2026

*Rapport du Commissaire
aux comptes sur
l'évaluation des actifs
sous jacents*

SOMMAIRE

	PAGES
1. PRESENTATION DE L'OPERATION ENVISAGEE	4
2. COMPOSITION DES ACTIFS SOUS JACENTS	7
3. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE	8
4. REGIME FISCAL	8
5. CONTRATS ENTRE LE FONDS ET L'ETAT DU SENEGAL	8
6. CONCLUSION	9



FCTC SUKUK ÉTAT DU
SÉNÉGAL 6,00% 2016 -
2026

Rapport du Commissaire
aux comptes sur
l'évaluation des actifs
sous jacents

TAIBA TITRISATION

"FCTC SUKUK ÉTAT DU SÉNÉGAL 6,00% 2016 – 2026"

18, Boulevard de la République
B.P. 6523, Dakar
République du Sénégal

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'ÉVALUATION DES ACTIFS SOUS JACENTS DU FCTC

En notre qualité de Commissaire aux comptes du Fonds Commun de Titrisation des Créances (FCTC), et dans le cadre de l'acquisition de l'usufruit des actifs "Etat" par le Fonds conformément au contrat de cession et d'acquisition de l'usufruit, nous avons établi le présent rapport sur l'évaluation de ces actifs sous jacents.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de ces actifs n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la profession applicables à cette mission. Cette pratique professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de ces actifs, à assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur de la créance.

Nous vous prions de bien vouloir prendre connaissance de nos constatations et conclusions présentées, ci-après.

1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ENVISAGÉE

Le Sukuk «Etat du Sénégal 6,00% 2016-2026» est un Fonds Commun de Titrisation de Créances (FCTC) en cours de création, à l'initiative conjointe de la société TAIBA Titrisation et de Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (Membre du Groupe de la Banque Islamique de Développement).

L'objectif du Fonds est de mobiliser pour l'Etat du Sénégal un montant de 150 000 millions de FCFA auprès des investisseurs désireux d'acquérir des titres compatibles avec les principes de la finance islamique.

Le FCTC devra acquérir auprès de l'Etat l'usufruit sur un ensemble immobilier, sis à l'Aéroport de Dakar, à Yoff, pour un montant de 150 000 millions de FCFA, lequel sera financé au moyen des fonds levés auprès des investisseurs dans le cadre de la souscription aux Parts.

IMMUELLE PRET LAMARIE – 12, BOULEVARD ELIJAH MUHAMMAD – BP 22 440 DAKAR FOUTA
Tél. : +221 33 949 18 49 – Fax : +221 33 949 68 37 – MAZARS@SENEDS.DG/DAKAR.SN

MAZARS SÉNÉGAL
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20 000 000 FCFA – RC 2007 n° 1904 – N°SIREN 2009918253



FCTC SUKUK ETAT DU
SENEGAL 6,00% 2016-2026

Rapport du Commissaire
aux comptes sur
l'évaluation des actifs
sous-jacents

Le Sukuk «Etat du Sénégal 6,00% 2016-2026» présente les principales caractéristiques ci-après :

Dénomination :	SUKUK ETAT DU SENEGAL 6,00% 2016-2026
Type :	Fonds Commun de Titrisation de Créances
Nature des créances :	Les créances sur l'Etat du Sénégal sont constituées : <ul style="list-style-type: none"> - des loyers de la location des actifs à l'Etat du Sénégal ; - du prix de revient de l'usufruit à l'Etat dans le cadre de l'exercice de l'option de vente
Montant de l'opération :	150 000 000 000 FCFA
Caractéristiques des titres :	<ul style="list-style-type: none"> - Parts nominatives représentatives des créances et des actifs - Valeur nominale : 10 000 FCFA - Prix d'émission : 10 000 FCFA - Taux de rendement : 6% l'an - Maturité prévisionnelle : 120 mois - Période de différé : 24 mois

La gestion et la représentation du FCTC sont assurées par la société TAIBA Titrisation qui est investie des missions suivantes :

- la conclusion de contrats nécessaires à la vie du Fonds ;
- le calcul et la distribution des sommes dues aux porteurs de parts ;
- l'inventaire de l'actif du Fonds à la fin de chaque semestre ;
- l'établissement de l'ensemble des documents nécessaires à l'information des porteurs de parts et des tiers.

La Banque Islamique du Sénégal (BIS) a été désignée pour agir en qualité de Dépositaire des actifs du FCTC (article 11 du Règlement du Fonds). A ce titre, elle a pour mission :

- de prendre possession et d'assurer la conservation de tout document et titre représentatif ou constitutif des actifs du Fonds ;
- d'ouvrir un compte spécifique au nom du Fonds qui enregistre l'ensemble de ses opérations. Elle est seule habilitée à faire mouvoir ce compte ;
- de percevoir les liquidités résultant du paiement des loyers au titre de la location des actifs "Etat" et de l'exercice de tous les droits, notamment les options d'achat et de vente de l'usufruit.

La BIS assure également la fonction de gestionnaire des créances et agit en qualité de mandataire de la Société de Gestion dans le cadre d'une convention de gestion conclue avec TAIBA Titrisation. A ce titre et aux termes des dispositions de l'article 12 du Règlement du Fonds, elle est investie des missions ci-après :

- émettre les factures de loyers relatives au contrat de location des actifs "Etat" ;



- procéder au recouvrement des créances ;
- prendre ou faire prendre, pour le compte du Fonds, les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des créances et des éventuelles sûretés dont elles bénéficient ;
- diligenter pour le compte du Fonds les actes et procédures judiciaires, extra-judiciaires ou amiables nécessaires au recouvrement des créances.

Les créances du FCTC sont détenues sur un débiteur unique, en l'occurrence l'Etat du Sénégal. Elles résultent de la réalisation simultanée des deux opérations suivantes :

- l'acquisition de l'usufruit des actifs "Etat" par le Fonds conformément au contrat de cession et d'acquisition de l'usufruit ;
- la mise en location des actifs "Etat" à l'Etat du Sénégal selon le contrat de location des actifs de l'Etat pour une durée de cent vingt mois (120) mois assortie de promesses d'achat et de vente selon les contrats d'option d'achat et d'option de vente.

Le Fonds deviendra, du fait des opérations et contrats cités au point 5 du présent rapport, titulaire de créances sur l'Etat constituées :

- des créances de loyers sur l'Etat du Sénégal au titre du Contrat de Location des Actifs et,
- de la créance sur l'Etat du Sénégal constituée par le prix de revente de l'Usufruit à l'Etat dans le cadre de l'exercice de l'option objet du Contrat d'Option de Vente.

Les parts sont rémunérées selon le principe d'un rendement fixe par rapport à l'investissement initial des investisseurs. Cette rémunération est établie sur la base de paiements semestriels de loyers et d'un paiement in-line du montant de l'investissement initial.

L'ensemble des frais et commissions sont à la charge du débiteur.



2. COMPOSITION DES ACTIFS SOUS JACENTS

Les actifs "Etat" sont composés d'un ensemble immobilier faisant partie de l'Aéroport international Léopold Sédar Senghor d'une valeur globale de 250 078 millions de FCFA, sis à Yoff, constitués :

- d'un terrain de 115 hectares, (1 150 000 m²), objet du titre foncier n°17.621/NGA, évalué à 230 000 millions de FCFA ;
- d'un ensemble de bâtiments d'une superficie de 206 695 m², composés de l'Aérogare, de la zone fret, du bâtiment Sénégal Airlines, de bâtiments administratifs (direction générale, services informatiques, infirmerie,...), de hangars, de bâtiments aviaires et parkings. Cet ensemble immobilier a été évalué à environ vingt mille soixante dix huit millions de FCFA (20 078 millions de FCFA).

Ces évaluations ont été effectuées par un Expert immobilier, membre de l'Ordre des Experts et Evaluateurs Agréés du Sénégal et assermenté près des Cours et Tribunaux. Les évaluations ont été réalisées à dire d'expert sur la base, du prix du mètre carré de terrain nu selon les tendances du marché immobilier dans la zone de lotissement considérée, du décret 2010-439 du 06 avril 2010, fixant le barème du prix des terrains nus et des terrains bâtis applicables en matière de loyer, le décret 2014-144 du 05 février portant sur la catégorisation des bâtiments, le prix des matériaux de construction publié par le bulletin de commercialisation et d'officialisation des prix de la Chambre de commerce, d'industrie et d'Agriculture de Dakar.

Le rapport d'expertise de l'ensemble immobilier établi par l'Expert immobilier Mr Abdoulaye DIOUF en date du 13 mai 2016 comprend l'état des droits réels établi par la Conservation de la propriété foncière du bureau de Ngor-Almadies.

Tous les actes d'administration effectués sur ces immeubles sont régis par les dispositions législatives et réglementaires ci-après :

- la Loi N° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat et son décret d'application ;
- le Décret N° 81.557 du 21 mai 1981 portant application du Code du Domaine de l'Etat.

Au vu de ces dispositions légales et réglementaires, l'Etat sénégalais est parfaitement habilité à signer des contrats portant sur l'usufruit, les baux, la servitude, les permis d'occuper avec les privés portant sur lesdits immeubles sans recourir ou passer par l'Assemblée Nationale. Toutefois, s'agissant des biens (immeubles) relevant de la souveraineté nationale, leur aliénation définitive exige nécessairement l'autorisation du parlement.



3. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession applicables à cette mission afin d'apprécier la valeur des actifs, objet de l'usufruit, de nous assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et de vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur de la créance, et plus particulièrement :

- le contrôle de la réalité des apports ;
- l'examen des expertises immobilières ;
- l'appréciation de la pertinence et de la vraisemblance de la valeur des actifs ;
- l'analyse des valeurs individuelles proposées...

4. REGIME FISCAL

Le régime fiscal est celui du pays de résidence du souscripteur au moment du paiement des revenus liés aux profits du FCTC. Au Sénégal², ces revenus seront exonérés de tout impôt.

5. CONTRATS ENTRE LE FONDS ET L'ETAT DU SENEGAL

L'opération donnera lieu à la conclusion d'es contrats suivants avec l'Etat :

- (i) le contrat de cession et d'acquisition de l'usufruit des Actifs en vertu duquel le Fonds acquerra auprès de l'Etat l'usufruit des Actifs,
- (ii) le contrat de location des Actifs en vertu duquel le Fonds donnera les Actifs en location à l'Etat,
- (iii) le contrat d'option d'achat de l'Usufruit en vertu duquel le Fonds s'engage à revendre l'Usufruit à l'Etat à la demande de celui-ci dans les conditions prévues audit contrat,
- (iv) le contrat d'option de vente de l'Usufruit (le «Contrat d'Option de Vente») en vertu duquel l'Etat s'engage à racheter l'Usufruit au Fonds à la demande du Fonds dans les conditions prévues audit contrat et,
- (v) le contrat d'agent des services en vertu duquel le Fonds mandate l'Etat pour fournir, pour son compte, différents services qui lui incombent en sa qualité de bailleur dans le cadre du Contrat de Location des Actifs.



FCTC SUKUK ETAT DU
SENEGAL 6,00% 2016 -
2026

Rapport du Commissaire
aux comptes sur
l'évaluation des actifs
sous-jacents

6. CONCLUSION

En conclusion de nos travaux d'appréciation, sur la base du rapport d'expertise immobilière produit, nous n'avons pas d'observation sur la valeur de l'actif sous-jacents, objet de l'Usufruit à acquérir par le Fonds Commun de Titrisation des Créances, qui s'établit à 250 078 millions de FCFA. La valeur de l'actif sous-jacent est donc supérieure à la valeur de la créance, objet de l'émission d'un montant de 150 000 millions de FCFA.

MAZARS SENEGAL Taïbou MBAYE



Associé

Dakar, le 17 mai 2016



**ENGAGEMENT DE BONNE FIN DE L'OPERATION EMISE PAR
LE DEBITEUR**

N° 00468

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

N°

MEFP/DGCPT /DDP

Dakar, le 30 MAI 2016

MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN.

CONFIDENTIEL

Le Ministre

Objet: Sukuk Etat du Sénégal 6% 2016-2026.

Messieurs les Directeurs généraux,

Dans le cadre de l'émission des *sukuk* en objet, l'État du Sénégal s'engage, à l'égard de vos structures – TAIBA Titrisation, en sa qualité de Société de gestion du Fonds commun de Titrisation de Créances (FCTC) et Banque islamique du Sénégal, Dépositaire des actifs du FCTC- à garantir la bonne fin de cette opération à réaliser par appel public à l'épargne.

A cet effet, l'État du Sénégal, débiteur et unique bénéficiaire des fonds collectés dans le cadre de l'emprunt susdit, s'engage de façon ferme et irrévocable à garantir le remboursement intégral de toutes les créances découlant de cette émission.

Ces créances sont constituées :

- des loyers sur l'État du Sénégal, au titre contrat de location des actifs;
- de la créance sur l'État du Sénégal consécutive au prix de revente de l'usufruit à l'État, dans le cadre de l'exercice de l'option, objet du contrat d'option de vente.

Je reste convaincu que le présent engagement de garantie, en plus du confort offert par la qualité de la signature de l'État du Sénégal, viendra renforcer la sécurité de notre emprunt.

Veuillez agréer, Messieurs les Directeurs généraux, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Economie
des Finances et du Plan
Amadou BA

A

**Monsieur le Directeur général
de TAIBA Titrisation
Société de gestion du FCTC,
Monsieur le Directeur général
de la Banque islamique du Sénégal,
Dépositaire du FCTC.**



CERTIFICAT DE CONFORMITE SHARIA



The Islamic Development Bank
Group Shari'ah Committee

اللجنة الشرعية لمجموعة
البنك الإسلامي للتنمية

Comite Charia du Groupe de la
Banque Islamique de Developpement

بسم الله الرحمن الرحيم

**Fatwa du Comité de la Chari'a du
Groupe de la Banque Islamique de Développement**

Relative à la

**Structuration des Sukuk de Jouissance d'Actifs Existants
au Profit de la République du Sénégal**

Louanges à Dieu Seul, et Paix et Prières sur Prophète Muhammad le Sceau des Prophètes, Sa Famille et Ses Compagnons.

Le Comité de la Chari'a du Groupe de la Banque Islamique de Développement, lors de sa 59^{ème} session périodique tenue lundi 02 Cha'ban 1437H (09 mai 2016) au siège de la Banque à Djedda, Royaume d'Arabie Saoudite, a examiné le mémorandum de requête de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) relative à la structuration des Sukuk d'Ijara (Sukuk de jouissance d'actifs existants) au profit de la République du Sénégal.

Après étude approfondie, le Comité est d'avis que cette structuration doit être élaborée comme suit:

Préambule

Sauf indication contraire du contexte, les termes utilisés dans cette Fatwa ont la même signification que dans les contrats et documents relatifs aux Sukuk.

I. Émission des Sukuk

1. Un fonds FCTC est créé et géré par une Société de Gestion qui sera le mandataire des porteurs de Sukuk pour veiller à la conservation de la propriété des titres Sukuk par leurs porteurs, et agit en leur nom pour le placement du revenu généré par l'émission Sukuk (le mandataire) et l'achat du droit d'Usufruit pour une durée de 99 ans auprès de l'émetteur des Sukuk, la République du Sénégal (le Vendeur).
2. Le FCTC procède à l'émission des Sukuk d'Usufruits, et recueille le revenu de la souscription auprès des porteurs de Sukuk.

1



II. Achat de l'Usufruit des actifs pour une Durée de 99 ans

En vertu du Contrat de Cession et d'Acquisition, la Société de Gestion (TAIBA Titrisation) achète, au nom du FCTC (le mandataire), l'Usufruit des actifs auprès du Vendeur pour une durée de 99 ans pour un montant à convenir équivalant au revenu généré par l'émission. Le Contrat de Cession et d'Acquisition de l'Usufruit de l'Actif Sukuk doit respecter l'ensemble conditions et normes juridiques applicables (Contrat de Cession et d'Acquisition).

III. Le Document du Règlement du Fonds

Le FCTC, conformément à son Règlement, assurera la collecte du revenu de la souscription auprès des investisseurs de Sukuk et utilisera ce revenu pour l'acquisition de l'Usufruit de biens immobiliers en République du Sénégal comme Actifs Sukuk. Le FCTC conservera les actifs sous-jacents aux Sukuk pour le compte des porteurs de Sukuk, et distribuera les rendements générés par les actifs sous-jacents aux Sukuk aux porteurs des Sukuk au prorata de la valeur de leur souscription aux Sukuk.

IV. Location des Actifs Sous-jacents aux Sukuk

1. En vertu du Contrat de Location de l'Usufruit, la Société de Gestion louera, pour le compte du FCTC, l'Actif Sukuk au gouvernement (le Locataire) pour une période précise à un prix locatif à convenir et à payer en FCFA à des échéances périodiques définies (Dates de Paiement du Loyer).
2. Le Locataire s'engage à payer ce Loyer dans son intégralité et aux dates de paiement convenues, sans l'intervention du Bailleur, par virement bancaire sur un compte de séquestre (Escrow Account). Le revenu collecté auprès des porteurs de Sukuk est immédiatement transféré à partir du compte de séquestre vers le Compte de Transaction avant d'être distribué aux porteurs de Sukuk. Le Locataire s'engage à payer le Loyer cinq Jours Ouvrables avant la Date de Distribution Périodique des rendements aux porteurs de Sukuk.

V. Contrat d'Agence de Services

1. En vertu du Contrat d'Agence de Services, le Locataire est nommé Agent de Services par la Société de Gestion au nom du FCTC moyennant une rémunération déterminée qui tient compte de l'effort consenti et une rémunération relative, pour exécuter les travaux d'entretien de base de l'Actif Sukuk loué auquel se rattache l'Usufruit, l'assurer selon les



instructions du client, payer l'impôt sur la propriété dû par le Bailleur et fournir tout service visé par le Contrat d'Agence de Services à la charge du client.

2. La responsabilité de l'Agent de Services n'est engagée que s'il se rend coupable d'abus, de négligence ou d'infraction aux clauses du Contrat d'Agence de Services ou instructions du client. S'il s'acquitte correctement des tâches qui lui sont confiées par le client, il n'est ni responsable ni redevable de la défaillance éventuelle des autres parties avec lesquelles il a passé contrat pour réalisation de ces services.

VI. Engagement d'Achat de l'Agent de Services

1. En vertu de l'Engagement d'Achat émis par le Promettant au profit du mandataire, ce dernier est en droit de demander à l'Agent de Services d'honorer son engagement à acheter l'Actif Sukuk en location (droit de jouissance pour le reste de la période) dans les cas de violation visés par l'Engagement d'Achat (motif de résiliation) à la fin de la vie des Sukuk, au prix fixé dans l'Engagement d'Achat, sachant que l'Agent de Services n'est pas mandataire des Sukuk (Moudarib, partenaire ou agent de placement), mais représente une agence privée captive. À ce titre, il a le droit d'acheter au prix mentionné dans le Contrat d'Engagement d'Achat, y compris à valeur nominale.
2. Le Contrat d'Engagement d'Achat n'est exécutable que si l'Actif Sukuk dudit Contrat d'Engagement d'Achat est tangible, identifiable et livrable dans l'état où il était à la date du Contrat d'Engagement d'Achat. En cas de Perte Totale de l'Actif Sukuk, la Société de Gestion ne peut exiger du Promettant d'honorer son engagement. Si toutefois la perte de l'actif n'est que partielle, le bénéficiaire peut exiger le restant de l'Actif Sukuk au pro rata de sa valeur, et conformément au prix mentionné dans le Contrat d'Engagement d'Achat.

VII. Engagement de Vente du Mandataire

1. En vertu du Contrat d'Engagement de Vente émis par le mandataire au profit de la République, ce dernier peut exiger de la Société de Gestion, la vente de l'Usufruit pour le restant de la période à un prix à convenir dans l'éventualité d'un Cas d'Impôt.
2. Rien n'empêche que le prix de vente soit la valeur nominale de l'Usufruit pour la période restante étant donné que l'Agent de Services ne gère pas les Sukuk (Moudarib, partenaire, gestionnaire ou agent de placement), mais agit en tant que mandataire chargé de l'exécution de tâches spécifiques.





The Islamic Development Bank
Group Shari'ah Committee

اللجنة الشرعية لمجموعة
البنك الإسلامي للتنمية

Comite Charia du Groupe de la
Banque Islamique de Developpement

VIII. Distribution des Rendements aux Porteurs de Sukuk

1. Le Loyer net de l'actif en location revient de droit aux porteurs des Sukuk, qui peuvent renoncer à un pourcentage déterminé de l'excès de revenu au titre du Loyer comme incitant pour bonne performance.
2. Les porteurs de Sukuk ne peuvent être obligés au préalable à renoncer au revenu ou à un pourcentage des Sukuks. À cet égard, la Note d'Information précise que les porteurs de Sukuk ont droit à l'intégralité de la valeur locative nette du bien immobilier et peuvent, s'ils le souhaitent, y renoncer totalement ou partiellement.

IX. Garantie du Locataire et Agent de Services

1. Le Locataire/Agent de Services étant une tierce partie qui vend l'Usufruit du bien immobilier, l'entretient, l'assure et paie l'impôt dû par le propriétaire et agit pour le compte du mandataire et non en tant qu'agent de placement, Moudarib ou partenaire. De ce fait, il est en droit de promettre l'achat de l'Usufruit pour la période restante et à la valeur nominale du bien.
2. L'Agent de Services, en tant que Locataire, n'est responsable que s'il est coupable d'abus, de négligence ou d'infraction aux clauses du Contrat d'Agence de Services et instructions du client. À ce titre, il doit fournir des garanties pour le paiement du Loyer, l'exécution de son engagement d'achat et le règlement du prix convenu.





The Islamic Development Bank
Group Shari'ah Committee

اللجنة الشرعية لمجموعة
البنك الإسلامي للتنمية

Comite Charia du Groupe de la
Banque Islamique de Developpement

X. Approbation du Comité de la Chari'a

Le Comité de la Chari'a a examiné et approuvé les contrats et documents relatifs à l'opération. Il appartient à la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) de tenir le Comité informé, par le biais de son rapporteur, de l'état d'avancement de l'émission des Sukuk.

Dieu Seul est Omniscient.

Signé/-

Cheikh Dr Abdu Sattar Abughuddah
Vice- Président du Comité

Signé/-

Aboubacar Salihou KANTE
Superviseur Interne de la Chari'a du Group
de la BID

Lundi 02 Sha'ban 1437H
(09 mai 2016)

Traduction exacte certifiée du présent Fatwa (en Arabe) approuvé par le Comité de la Chari'a du Groupe de la Banque islamique de développement 02 Cha'ban 1437H (09 mai 2016)

Ghassan Al- Baba
Secrétaire de la Banque - Directeur du Département du Secrétariat de la
Banque islamique de développement

25/8/1437



ARRETE MINISTERIEL AUTORISANT L'OPERATION

REPUBLIQUE DU SENEGAL.

Un Peuple -Un But- Une Foi.

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN.**

Dakar, le

**Arrêté n° MEFP/DGCPT /DDP
portant ouverture d'une émission de
certificats financiers conformes à la
Sharia et référencés « Sukuk Etat du
Sénégal 6,0% 2016-2026 »**

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances en son article 15, modifiée par la loi organique n° 2007-29 du 10 décembre 2007 ;

Vu le décret n° 93-1116 du 30 septembre 1993, autorisant le Ministre chargé des Finances à émettre des bons du Trésor ;

Vu le décret n°2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement général sur la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2014-845 du 06 juillet 2014 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2014-872 du 22 juillet 2014 relatif aux attributions du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan ;

Vu le décret 2015-299 du 6 mars 2015 modifiant le décret 2014-853 du 09 juillet 2014 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Vu le décret n° 2015-855 du 22 juin 2015 portant composition du Gouvernement ;

ARRETE :

Article premier.- Une émission de certificats financiers, conformes à la Sharia et référencés « Sukuk Etat du Sénégal 6,0% 2016- 2026 », est ouverte sur le marché financier régional de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à l'effet de mobiliser un montant de cent cinquante milliards (150.000.000.000) de francs CFA.



Article 2.- Il sera émis, à cet effet, des titres de créances d'une valeur unitaire de dix mille (10 000) francs CFA sur lesquels sera servie une marge de profit de six pour cent (6,0%) par an. Le remboursement sera semi-annuel, après un différé de deux ans.

Article 3.- Le Directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor et le Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera..

Le Ministre de l'Economie
des Finances et du Plan

Amadou BA

Ampliations :

- SG/PR ;
- SGG/PM ;
- MEFP/CAB ;
- MDB/CAB ;
- MEFP/IGF ;
- MEFP/DGCPT ;
- MEFP/DGF ;
- MEFP/AJE ;
- JORS ;
- ARCHIVES.



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN

N° 00467

N°

MEFP/DGCPT /DDP

Dakar, le 30 MAI 2016

CONFIDENTIEL

Le Ministre

Objet: défiscalisation des revenus liés aux certificats financiers
«Sukuk Etat du Sénégal 6,0% 2016-2026 »

Monsieur le Directeur général et cher frère,

Les articles 91, alinéa 1 et 105, alinéa 1, de la loi n° 2012-31 du 31 décembre 2012, portant Code général des Impôts, exonèrent de l'impôt sur le revenu, les intérêts, arrérages et tous autres produits des emprunts contractés par l'Etat ; notamment les produits des obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt négociables émis par l'Etat.

Egalement, l'article 402, alinéa 8, dudit Code général des Impôts exonère, de la taxe sur les activités financières, les intérêts et commissions sur prêts et avances consentis à l'Etat.

Ces dispositions sont applicables au profit des souscripteurs, résidant au Sénégal, des parts émises dans le cadre de l'émission des certificats financiers conformes à la Sharia et référencés «Sukuk Etat du Sénégal 6,0% 2016-2026 », dont le mandat d'arrangement vous a été confié.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général et cher frère, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Economie
des Finances et du Plan
Amadou BA

A

Monsieur Khaled Mohamed Al-ABOODI,
CEO and General Manager
Islamic Corporation for the Development of the Private Sector,



CERTIFICAT DE CONFORMITE JURIDIQUE

**ETUDE MAITRE CHEIKH FALL
AVOCAT A LA COUR
CONSEIL EN PROPRIETE INDUSTRIELLE**



**ATTESTATION DE CONFORMITE
JURIDIQUE DE L'OPERATION
SUKUK DU SENEGAL 6% 2016-2026**

Dakar, le 20 mai 2016

48, rue Vincennes A.K. BOURG SR (221) 33 821 75 79 / 33 821 65 97 – Fax (221) 33 821 65 57 csf@senegal.sn
web : <http://www.avocat-cheikhfall.com> e-mail : csf@senegal.sn
jours de réception : lundi, mercredi et vendredi à partir de 16 heures et sur rendez-vous

Certificat de Conformité Juridique – Sukuk Etat du Sénégal 6% 2016-2026



- Le contrat d'option d'achat de l'Usufruit en vertu duquel le Fonds s'engage à revendre l'Usufruit à l'Etat à la demande de celui-ci dans les conditions prévues audit contrat,
- Le contrat d'option de vente de l'Usufruit (le « Contrat d'Option de Ventes) en vertu duquel l'Etat s'engage à racheter l'Usufruit au Fonds à sa demande dans les conditions prévues audit contrat et,
- Le contrat d'agent des services en vertu duquel le Fonds mandate l'Etat pour fournir, pour son compte, différents services qui lui incombent en sa qualité de bailleur dans le cadre du Contrat de Location des Actifs.
- Le Règlement du FCTC Sukuk Etat du Sénégal 6% 2016-2026.
- La Note d'Information

Pour les besoins de l'émission du présent certificat de conformité, nous avons examiné tous ces contrats ainsi que tous autres documents y afférant qui au demeurant ont été revus au fur et à mesure de leur élaboration afin de s'assurer de leur conformité au droit local.

1.2 - Termes définis

Les termes définis dans les contrats, le Règlement et la Note d'Information, ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans le présent avis juridique.

1.3 - Droit applicable :

Au cours de notre mission d'Avocat et Conseil juridique et pour les besoins du présent avis, nous avons examiné les documents et contrats sur la base des textes législatifs et réglementaires ci-dessous :

- Les Actes Uniformes de l'OHADA
- Le Règlement n° 02/2010/CMUEMOA relatif aux Fonds Communs de Titrisation de Créance et aux Opérations de Titrisation dans l'UEMOA et ses différents textes d'application
- Le Code des Obligations Civiles et Commerciales (COCC) du Sénégal
- Le Code Civil Français de 1804 en ce qui concerne le droit domanial en ses articles 382-578 à 624 et 767
- Le Code des Obligations de l'Administration (COA) du Sénégal
- Le décret du 26 Juillet 1932 en ses articles 19 et 20
- La Loi N° 76-66 du 02 juillet 1976 portant Code du domaine de l'Etat et son décret d'application ;
- Le Décret N° 81.557 du 21 mai 1981 portant application du Code du Domaine de l'Etat

Certificat de Conformité Juridique – Sukuk Etat du Sénégal 6% 2016-2026



1.4 -Supposition de sincérité

Nous présumons de la sincérité de toutes les signatures et de l'authenticité des documents transmis ainsi que de la conformité des copies à leurs originaux.

2 - OPINIONS

Après examen et étude approfondis des documents et pièces juridiques qui sous-tendent l'opération Sukuk et en application des textes juridiques susvisés, tels que généralement interprétés ou appliqués à la date du présent avis juridique, nous confirmons, selon notre entendement et compréhension, et attestons par la présente que :

- L'opération « **Sukuk Etat du Sénégal 6,0% 2016-2026** » est conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Sénégal.
- Les parties disposent de la capacité juridique pour signer les contrats et pour en exécuter les termes et obligations.
- La signature des contrats ne constitue aucune violation (i) ni des lois et règlements auxquels est soumise l'opération Sukuk.

Maitre Cheikh FALL
Avocat à la Cour
Sénégal-Mali-Burkina Faso
Conseil en Propriété Industrielle
Mandataire agréé à l'OAPI
Diplômé du CEIPI - Strasbourg
Tél: +(221)33 821 75 79 // +33 821 65 97
Fax: +(221)33 821 05 57 // +33 823 17 19
<http://www.avocat-cheikhfall.com>



Certificat de Conformité Juridique – Sukuk Etat du Sénégal 6% 2016-2026







Débiteur

Etat du Sénégal

Arrangeur Principal**Co-Chefs de file**

CGF BOURSE

IMPAXIS
SECURITIESMinistère de l'Énergie
Service des Énergies et d'Équipement ÉlectriqueCofin
BourseBOA CAPITAL
SECURITIES
INCORPORATED
10000 BOULEVARD
BELLERIVE, SUITE 1000, L'ARCADE, QCIDC INVESTMENT CORPORATION
Société à responsabilité limitée

Atlantique Finance

Société de gestionTaiba
Tirissani**Dépositaire**

Cabinet	Adresse
Hogan Lovells (Middle East) LLP	19th Floor, Al Fattan Currency Tower Dubai International Financial Centre PO Box 506602 Dubai, UAE Tél : (971) 4 377 9377 Direct : (971) 4 377 9377 Fax : (971) 4 377 9378
Étude Maître Cheikh FALL Avocat à la Cour	48, rue Vincens x Abdou K. Bourgi 1er étage Dakar - Sénégal Tél: (221)33 821 75 79 /+33 821 65 97 Fax: (221)33 821 05 57 /+33 823 17 19 Email : cgfall@orange.sn http: www.avocat-cheikhfall.com
MAZAR Sénégal	14, Boulevard Djily Mbaye Immeuble Pinet Laprade, Dakar (Sénégal) Tél : (221) 33 849 19 49 E-mail : mazarssenegal@orange.sn www.mazars.sn